Dossier: être paysan en 1975 pages 7 à 12

Hebdomadaire — Paraît le samedi — N 342 - 22 mars 1975 — Prix :2F

L'affaire Laid Moussa à Marseille:

qui protège les racistes?

p 20

Portugal:

LES MILITAIRES DANS L'IMPASSE

pages 3 et 4

l'offensive
 à grand
 spectacle
 du Parti
 Communiste
 page 2

· CET:

ils ne veulent
plus être
les enfants
assistés
de l'éducation
nationale

page 16

VIET - NAM le crépuscule de la politique américaine au sud - est asiatique

Trois provinces des hauts plateaux du Sud-Vietnam et Hué, la capitale impériale, conquises ou sur le point de l'être par le Vietcong ! Est-ce la fin du régime de Thieu ?

Apparemment, si la situation ne dépendait que des seules forces en présence au Sud-Vietnam, cela ne devrait pas tarder. Depuis que le flot de dollars en provenance des USA s'est tari, le régime Thieu est miné par la corruption et la fraude qui dominent dans toutes les sphères du pouvoir et de

La situation est très proche de celle qui règne au Cambodge où le régime de Lon Nol est au bord d'une banqueroute identique. C'est d'autant plus désastreux, pour la diplomatie armée de l'impérialisme US, qu'en Thaïlande la situation politique est en train de se détériorer rapidement.

Mais, justement parce que l'ensemble du Sud-Est asiatique est en cause, les USA accepteront-ils l'effondrement des régimes de Thieu et de Lon Nol, c'est-à-dire une défaite de leur politique dans toute la région?

Certes, depuis la déclaration de Johnson en 1968,

l'impérialisme américain a entamé une politique de désengagement dans cette partie du monde. Mais pour abandonner ces régimes corrompus sans donner l'impression d'avoir été chassés, il leur fau-au Sud-Est asiatique avec la garantie de la principale puissance de cette région, la Chine. Et en dépit du rapprochement spectaculaire avec la Chine, aucun accord global n'a jusqu'ici été réalisé, même de façon tacite, comme ceux qui règlent, bon an mal an les rapports avec l'IIRSS.

an mal an, les rapports avec l'URSS.

Alors, si l'on peut penser à juste titre que l'on arrive au dernier moment des régimes fantoches mis en place par l'impérialisme US au Sud-Est asiatique, il ne peut pas être absolument exclu que les USA opèrent un retournement complet et choisissent de renforcer à nouveau leur soutien financier et matériel à ces régimes chancelants et corrompus, voire même d'intervenir à nouveau directement les armes à la main.

Leurs dirigeants ont montré en bien d'autres occasions qu'ils savaient, lorsqu'ils le jugent utile, piétiner le droit des peuples, aussi bien que les intérêts et les espoirs du peuple américain lui-même.

DANS LE MONDE

Pages 3 et 4 :

— Le Portugal :

Que signifie la nationalisation des ban-

Le MFA face aux partis.

 Le Portugal onze mois après. — Qu'est-ce que le MFA?

Page 5

La criminalité en URSS.

La mort d'Onassis.

EN FRANCE

Police raciste.

Bigeard aux cochons, le Larzac aux moutons!

Page 13

Qui sont-ils? Cette semaine : Chirac.

Page 16

La lutte des collégiens de CET contre la réforme Haby.

Pages 14 et 15

Renault : les limites de la tactique syndi-

CGCT-Massy : fin de la grève.

DOSSIER

Pages 7 à 12 :

Les travailleurs de la terre.

DIVERS

Page 17

- Livres :

Les linges de la nuit de Madeleine Rif-

Boukovsky le contestataire d'André Marin.

Pages 18 et 19 :

Cinéma et élévision.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels di-

rigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la poldus a l'anarchie et a l'egoisme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et ternationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition L.I.T.O. - Département Offset-Presse 4, ter, rue du Bouloi, Paris

Imprimé par Graphie-Presse - Epinay

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

(SOMMaire) L'OFFENSIVE TOUS AZIMUTS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NE cinquantaine de militants de la Jeunesse Communiste ont manifesté, lundi soir 17 mars, dans le hall de l'ORTF contre le fait que la première chaîne de télévision n'ait pas consacré une importance suffisante à leur festival. Au même moment, des militants du Parti Communiste procédaient, dans le 18° arrondissement, à l'occupation symbolique d'une tour de 27 étages, le « Super-Chapelle », dont 234 logements sur 299 sont disponibles à la vente depuis novembre 1974.

Quant à l'occupation, le mercredi 19 mars, du bureau du ministre du Travail, elle a eu d'autant plus de retentissement que Durafour a jugé bon de

Petits faits, sans doute, mais dont — il n'y a pas si longtemps — personne n'aurait songé à attribuer la paternité au Parti Communiste, qui n'y aurait vu lui-même « qu'aventurisme gauchiste ». Petits faits qui ne doivent pas pour autant surprendre car ils s'inscrivent dans l'attitude nouvelle adoptée depuis quelques mois par ce parti.

Cette attitude a été visible, aussi bien dans les luttes des appelés, où le Parti Communiste est passé d'un soutien verbal des revendications formulées par l'Appel des cent à l'organisation de manifestations de soldats, qu'en ce qui concerne les luttes des lycéens où - loin de s'opposer au mouvement comme il l'a parfois fait les années précédentes - il est entré en concurrence avec l'extrême-gauche révolutionnaire pour essayer d'en conquérir la direction.

A vrai dire, ce changement d'attitude du Parti Communiste n'a rien d'extraordinaire et il ne peut surprendre que ceux qui le considéraient comme incapable de faire autre chose que de s'opposer au développement des luttes en toutes circonstances, que ceux qui avaient oublié que le Parti Communiste n'est pas disposé à se laisser doubler sur sa gauche sans réagir, si cela peut nuire à son in-

Or les luttes des appelés, comme celles des lycéens, sont précisément de celles que le Parti Communiste peut soutenir sans problème, dont il peut même prendre l'initiative au besoin, parce qu'elles ne remettent pas fondamentalement en cause l'or-

A cette vérité générale s'ajoute aujourd'hui le fait que le contexte politique et économique permet au Parti Communiste de gauchir son attitude.

Après l'ivresse de la presque-victoire de Mitterrand aux élections présidentielles, où le Parti Communiste s'était quasiment vu revenir au gouvernement après vingt-sept ans d'absence, force lui est de constater que, sauf événements exceptionnels surgissant d'ici là, il est encore condamné à l'opposition jusqu'aux élections législatives de 1978 ou aux présidentielles de 1981, au moins, avec comme perspective la plus plausible, celle de perdre d'ici là, s'il ne fait rien pour s'y opposer, une partie de son influence électorale au profit du Parti So-

La période de récession et d'inflation que nous traversons se prête particulièrement bien, de la part des appareils bureaucratiques de la classe ouvrière, à une politique qui soit apparemment offensive, sans pour autant remettre en cause le système capitaliste. Ce qu'en effet le Parti Communiste ne fera en aucun cas, parce que son but suprême est d'accéder à la gestion des affaires de la bourgeoisie française, c'est d'organiser une lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour faire payer les frais de la crise à cette bourgeoisie. Mais prendre ici la tête d'une lutte contre des licenciements (alors que ce type de lutte est par nature peu susceptible de s'élargir), prendre ailleurs la tête de mouvements pour des augmentations de salaires (que les patrons peuvent concéder plus facilement en période d'inflation), à condition de bien tenir le mouvement en main et de ne pas craindre que les révolutionnaires puissent lui en disputer la direction, le Parti Communiste et la CGT en sont parfaitement capables. Pour apparaître aux yeux des travailleurs et de leurs militants comme des organisations combatives et résolues, ils peuvent même adopter une attitude gauchiste, ne reculant pas devant le déclenchement de mouvements aventuris-

Il n'est donc pas impossible que, sans rien changer de fondamental à sa politique, en continuant à se donner pour but de revenir un jour au pouvoir pour gérer les affaires de la bourgeoisie française, le Parti Communiste adopte dans les mois qui viennent une attitude plus radicale que celle qui fut la sienne ces dernières années, rappelant par exemple sa politique des années 1948-1950.

Face à une telle perspective, l'erreur à éviter, pour les révolutionnaires, serait de se lancer dans une surenchère gauchiste tout azimut. La seule politique juste sera de faire ce dont le Parti Communiste est par nature incapable : à travers chaque conflit, si limité soit-il, chercher à élever le niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière, et préparer l'offensive généralisée de celle-ci contre le patronat et son Etat:

Arlette LAGUILLER

Festival de la Jeunesse Communiste : Le Parti Communiste réaffirme sa présence chez les jeunes

Chaud, chaud, chaud », oui, le festival de la Jeunesse Communiste réuni à la Porte de Versailles les 15 et 16 mars l'était, comme le scandaient les participants. Par dizaines de milliers (20.000 à 30.000) ils étaient venus de tous les départements avec 'drapeaux rouges et parfois drapeaux de « minorités », occitans, corses, etc.

Si le chiffre des participants réels est manifestement inférieur à celui publié par l'Humanité, ce festival n'en constitue pas moins pour la Jeunesse Communiste un succès, qui tombe à point nommé au moment où celle-ci s'emploie à démontrer qu'elle est présente dans les luttes des jeunes, même si le Parti Communiste est obligé de travestir la réalité pour s'en attribuer systématiquement la paternité, qu'il s'agisse des lycées, des collèges, de l'armée.

Les dirigeants du Parti Communiste ont sollicité les applaudissements des participants en dénoncant l'in-Prince Ponia, en appelant la jeunes-

leur ont finalement ouvertes, ce sont

justice de cette société capitaliste et la haine légitime qu'elle ne peut manquer de susciter, en clouant au pilori les Bigeard-la-Torture ou les se à la lutte révolutionnaire. Mais les seules perspectives qu'ils

celles, bien tristes, du Programme commun avec un Mitterrand.

Et le représentant du Bureau Politique du Parti Communiste, Guy Hermier, a beau conclure : « la jeunesse aujourd'hui n'est plus celle de mai 68 », il n'est pas dit que les milliers de jeunes qui scandaient « ce n'est qu'un début, continuons le combat » se reconnaissent long-temps dans la politique d'une organisation qui leur fait chanter La Marseillaise, ... même le poing levé. René BLIARD.

Quand les staliniens " s'occupent " des femmes

Jeudi 13 mars, à Lyon, lors de la manifestation CGT-CFDT pour les revendications des femmes, le service d'ordre composé de militants CGT (notamment de Berliet) s'est illustré d'une manière particulièrement odieuse, en cognant... sur des fem-

En tête, ces messieurs de la CGT avec des banderoles syndicales, devant un millier de personnes ; et puis un « cordon sanitaire » de gros bras pour empêcher les quelques centaines de femmes des « Groupes Femmes de Lyon » de se mettre dans la manifestation. Leurs banderoles portaient des inscriptions sur la libération des femmes, telles que « Femme au foyer, femme isolée » ou « 8 heures au boulot, 6 heures à la maison », « dernières embauchées, premières licenciées », etc.

Et ces étonnants défenseurs de l'égalité des hommes et des fem-mes, très énervés, de distribuer coups de poing et même coups de pied à celles qui voulaient passer avec leurs banderoles. Les militantes syndicalistes qui sont intervenues se sont fait gifler, ou traiter de « sale pute »... Beau travail pour une manifestation sur les droits des femmes!

QUE SIGNIFIE LA NATIONALISATIO

DES BANQUES?

E coup d'Etat manqué du 11 mars a été suivi, deux jours plus tard, de la nationalisation des sept principales banques du pays puis de compagnies d'assurances. La relation de cause à effet entre ces deux événements n'est qu'apparente, même si la haute finance portugaise se trouvait, de cœur du moins, du côté des putschistes.

En effet, ces nationalisations s'inscrivent dans la logique des événements qui ont amené puis suivi la chute de Caetano. Voici un an, la prise du pouvoir par le MFA avait pour but, entre autres, d'enrayer le marasme dans lequel les guerres coloniales plongeaient l'économie tout entière et de préparer cette dernière avec l'aide de l'Etat, à résister à la conjonction de l'inflation intérieure et d'une crise monditale paissante.

diale naissante.

Or le gouvernement de Caetano, malgré les moyens dont dispose une dictature, se trouvait incapable d'instaurer un controle, même relatif, de l'Etat sur l'économie. Aujourd'hui, ces nationalisations, même si les circonstances diffèrent, ont la même signification que les mesures semblables prises par le gouvernement que présidait voici trente ans en France un certain général De Gaulle. La population portugaise peut attendre de ces mesures les mêmes résultats que ceux que nous avons retirés des nationalisations de l'immédiat après-

guerre: pas grand-chose.

« L'entreprise privée aura toujours un rôle à jouer », a tenu à préciser le MFA après ces nationalisations. Car, en fait, elles ne changeront presque rien, si ce n'est qu'elles donneront à l'Etat quelques moyens de contrôler modestement la circulation de l'argent dans le pays et la monnaie de crédit. En prime, elles donneront l'illusion au gouvernement portugais de pouvoir se défendre d'une crise économique qui frappe le monde entier, avec des résultats ni meilleurs ni pires d'ailleurs que ceux que Giscard et Fourcade obtiennent ici. Car les seuls qui ont la possibilité d'éviter que la population laborieuse seule fasse les frais de la crise, ce ne sont pas les militaires, même de

gauche, mais les travailleurs et eux seuls. Et de ce point de vue, l'occupation des banques et assurances par les employés portugais est peut-être bien plus importante que leur nationalisation légale.

Pierre LAFFITE.

Ce n'est pas aux généraux de décider qui sont les amis des travailleurs

Lutte Ouvrière proteste énergiquement contre la suspension, au Portugal, des activités de deux organisations maoistes, le MRPP et l'AOC. Lutte Ouvrière s'élève contre la prétention du général Costa Gomes de décider, comme il l'a dit, si la classe ouvrière portugaise est suffisamment mûre ou pas pour reconnaître ses vrais et ses faux amis. Les généraux, quels qu'ils soient, sont les principaux ennemis des travailleurs.

Cette mesure vise avant tout les travailleurs portugais eux-mêmes, leurs possibilités d'intervention politique autonome, autrement qu'attelés aux chars et aux blindés des militaires.

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste portugais qui tolèrent ces actes — soit en ne disant rien comme le premier, soit en protestant mollement comme le second — préparent pour le peuple portugais et pour leurs propres militants le sort de la classe ouvrière chilienne.



A Lisbonne, le 14 mars dernier, les employés de banque manifestent en laveur des mesures de nationalisation prises par le MFA.

(Ph. UPI)

ELECTIONS ET AUX PARTIS

IEN que le gouvernement portugais ait affirmé que seules des raisons « techniques » l'avaient amené à repousser au 25 avril la date des élections, il est manifeste que les problèmes politiques liés à celles-ci ne sont pas étrangers à cette mesure, intervenant vingt-quatre heures après la suspension, pour la durée de la campagne électorale, de deux formations maoïstes, le MRPP (Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Prolétariat) et l'AOC (l'Alliance Ouvrière et Paysanne) et d'un parti de droite, le Parti de la Démocratie Chrétien. ne (PDC) dont le principal dirigeant a fui à l'étranger après l'échec du putsch réactionnaire du 11 mars.

Le problème qui se pose au MFA est qu'il n'y a pas au Portugal, en dehors du Parti Communiste et du Parti Socialiste, de parti ayant un passé d'opposition à la dictature et jouissant du crédit populaire. La dictature n'en a pas permis l'existence. Elle a éliminé, y compris par l'assassinat, toute opposition libérale.

Cela signifie qu'il n'y a pas, dans le personnel politique de la bourgeoisie portugaise, d'hommes qui n'aient pas été associés à la dictature et qui ne soient des hommes de droite, voire d'extrême-droite, unis par tous les liens possibles, argent, famille, terres, aux forces sociales quasi féodales qui tirent le Portugal en arrière. Ce personnel politique n'a pas disparu avec la dictature. La plupart de ces hommes n'ont même pas perdu leurs postes. I's se retrouvent aujourd'hui dans la vie po itique et préparent la bataille électorale sous une quelconque étiquette centriste.

Certes, sur le plan politique, personne ne se réclame ouvertement de Caetano ou de Salazar. Il n'y a pas officiellement de parti de droite au Portugal. Tous les partis qui font campagne, y compris le Parti de la Démocratie Chrétienne qui vient d'être « suspendu », se réclament du 25 avril, se prétendent pour la démocratie et même, avec les réserves et les accommodements les plus variés, pour le socialisme.

Mais quels que soient les étiquettes et les programmes des partis qui se sont formés après le 25 avril, c'est l'ancienne classe politique portugaise qui risque après les élections de participer de façon déterminante au nouveau pouvoir.

Les sondages officieux faisaient état, avant la tentative de coup d'Etat du 11 mars, d'une victo re possible de la droite, soutenue par l'Eg!ise, très implantée dans les campagnes. L'actuelle effervescence politique accentue les mêmes craintes.

Autrement dit, après un an de gouvernement provisoire, un an pendant lequel le MFA a, de son plein gré, associé le Parti Socialiste et le Parti Communiste au pouvoir, le MFA, malgré sa popularité dans les villes, risque de se voir désavoué aux élections. Certes, le MFA ne se présente pas lui-même, mais les partis de la coalition gouvernementale (y compris le Mouvement Populaire Démocratique, que l'on parie d'associer au gouvernement) risquaient et risquent encore peutêtre de ne pas sortir vainqueurs des élections. Le poids de l'arriération économique, politique, culturelle du pays peut faire revenir au pouvoir un personnel poou réduire la représentation de la gauche, tout particulièrement celle du Parti Communisie.

Dans ces conditions, le projet politique du MFA, sa volonté de réaliser le démarrage économique du Portugal dans le cadre d'une démocratie alliant les efforts de tous et requérant tout particulièrement ceux de la c'asse ouvrière se trouvaient menacés. Le jeu de la démocratie parlementaire tire le pays vers l'arrière. La droite si elle est majoritaire, le Parti Populaire Démocratique (PPD) compris et peut-êire même avec le concours des socialistes, ne voudra ni ne pourra réaliser le projet des capitaines, un projet qui demande l'adhésion de la classe ouvrière derrière les Partis Socialiste et Communiste. Pour réaliser son programme, le MFA a besoin du concours des forces vives du pays. Ces forces sont noyées dens la grande vague électorale.

Les militaires du MFA ont pris, quoique à retardement, de plus en plus conscience de la situation. Ils essaient d'y parer en « institutionnalisant » leur présence au sein du gouvernement et des assemblées qui sortiront de la consultation d'avril. Ils essaient d'y parer en intervenant de façon autoritaire dans la campagne, par la suspension du Parti Démocrate Chrétien et pour faire bonne mesure à l'extrême-gauche, de deux formations maoïsanies. Mais ces mesures apparaissent évidemment restrictives, voire antidémocratiques, puisqu'elles visent à garantir le présent contre le résultat du suffrage universel.

Il est vrai que le MFA n'a pas d'autre choix. Les militaires qui le composent se disent révolutionnaires et se montrent très radicaux dans leurs méthodes et leur langage, mais ce ne sont pas, loin de là, des révolutionnaires prolétariens. Tout leur comportement le montre. Et si, aux heures cruciales du 28 septembre et du 11 mars, ils ont accepté le soutien et la mobilisation du Parti Communiste Portugais, ce n'est pas la preuve de leurs sympathies prolétariennes, c'est la preuve de l'opportunisme du Parti Communiste. Ce sont eux qui ont toujours eu les armes et la décision, et les travailleurs n'ont pas la possibilité d'intervenir autrement que pour les soutenir. Or ces armes qu'ils refusent aux ouvriers, les capitaines du MFA les partagent avec les généraux, officiers et autres membres de la hiérarchie militaire, dont les événements prouvent pourtant à l'envi qu'ils sont réactionnaires et hosiles au gouvernement. Mais le MFA ne veut pas provoquer de cassure dans l'armée; il se contente d'arrêter et de destiluer quelques hommes parmi les plus compromis. Il mène son jeu à sa manière, par des méthodes qui restent secrètes au sein de l'armée. C'est un jeu difficile et bien hasardeux. Le MFA peut tout y perdre mais soyons sûrs que les militaires du MFA sont convaincus qu'ils perdraient encore plus à une révolution prolétarienne et qu'à tout prendre ils préfèrent le retour d'une dictature à la Pinochet, même si eux devaient y perdre la vie, plutôt qu'une telle issue.

Le plus tragique est que la classe ouvrière portugaise, à qui aucun parti n'ouvre d'autre perspective, risque aussi d'y perdre sa liberté nouvellement conquise et ses organisations.

Colette BERNARD.

PORTUGAL

ONZE MOIS APRÈS

E 25 avril 1974, un coup d'Etat de l'armée renversait Caetano,

teur Salazar, qui avait luimême pris le pouvoir en

Ce régime, par ses structures rigides, par ses institutions quasi moyenâgeuses, était devenu inapte à résoudre les problèmes politiques qui se posaient au pays, à commencer par la guerre co-Ioniale qui absorbait 46 % du

Un changement était devenu nécessaire du point de vue de la bourgeoisie elle-

Au sortir de la dictature, la bourgeoisie se montre prête, pour faciliter la transition, à associer au pouvoir les seules forces politiques non compromises avec l'ancien régime, c'est-à-dire le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Cela d'autant plus que toute la politique de ces derniers tend à canaliser, au profit des classes dominantes, l'immense espoir populaire né le 25 avril.

Mais associer ces partis est une chose. Se retrouver dans une situation telle que

les seules organisations politiques qui comptent au niveau parlementaire soient le Parti Communiste et le Parti Socialiste en est une autre. Car, pour la bourgeoisie, non seulement l'existence mais la prépondérance sur les affaires politiques des partis de droite sont nécessaires et vont de pair avec le choix du régime parlementaire.

De tels partis ne tombent pas du ciel. Il faut non seulement les créer mais encore les rendre crédibles. C'est à cette tentative de regrouper une droite assez puissante pour contrebalancer les partis de gauche, d'instaurer un gouvernement civil dominé par cette même droite modérée, le tout sous le contrôle et la surveillance de l'armée, que s'était attelé Spinola.

Dès septembre 1974, le général en appelle à la « majorité silencieuse » et une grande manifestation est prévue pour le 28 de ce mois. Néanmoins cette opération échouera, essentiellement parce que, au sein même de l'armée, l'influence de Spinola était contrecarrée par celle du MFA qui a, en la circonstance, choisi de s'appuyer sur les forces représentées par les partis de gauche plutôt que de chercher à éliminer ces derniers.

Cette première épreuve de force engagée il y a six mois par Spinola s'était conclue par un échec. Mais toutes les forces réactionnaires que compte le pays restaient en place. Il n'a pas fallu attendre longtemps, quelques mois seulement, pour voir une fraction de l'armée tenter un putsch qui, s'il a aussi échoué, n'en est pas moins un grave avertissement pour tous les travailleurs.

Georges LATTIER.

Les tribulations de Spinola

Après son putsch manqué au Portugal, l'ex-général Spinola a eu bien du mal à trouver un pays qui l'accepte comme rétugié. L'Espagne n'a voulu de lui que 68 heu-res, et sous bonne surveillance, à la base militaire de Talavera La Real.

A Rio-de-Janeiro, les autorités brésiliennes ont fait valoir au réfugié les « risques » d'un séjour au Brésil, en raison de l'importance de la co-Ionie portugaise! En Argentine, où il se rendit alors, on précisa qu'il n'était qu'en « transit ». On a parlé de Santiago du Chili ou du Paraguay. Finalement: Rio-de-Janeiro accepta de recevoir Spinola!

On paraît être bien prudent dans les dictatures policières d'Amérique du Sud et d'Espagne!

Jean HAINAUT.

successeur du dicta-

Manifestations, au Portugal, au printemps dernier : la liberté retrouvée.

Qu'est-ce-que le MFA?

E Mouvement des Forces Armées est né de la démoralisation de l'armée co-Ioniale portugaise engagée en Afrique. Des cadres moyens de l'armée, recrutés dans la petite et moyenne bourgeoisie ainsi que dans le milieu étudiant... contestataire (les fortes têtes des universités étaient envoyées en punition dans l'armée d'Afrique où ils devenaient rapidement officiers, faute d'encadrement suffisant), créent en juillet 1973 une organisation clandestine : le MFA. Cette organisation ne regroupe que des officiers, exclusises premières revendications sont d'ordre corporaliste. Mais très vite l'opposition se politise et, en décembre 1973, les officiers rétorquent à Caetano, qui s'est résolu à augmenter les soldes : « On ne nous achète pas ». Leur perspective : en finir avec la guerre co-Ioniale, pour rendre à l'armée son prestige. La gauche, dans le MFA, est alors très minoritaire. Les officiers conlestataires se rallient au général Spinola, ancien baroudeur modéré, respectable et rassurant. Pour lui, il n'est pas question alors d'indépendance pour les colonies. Et, dans son premier manifeste, le MFA se garde de parler d'indépendance, n'invoque que des « formules politiques, juridiques et diplomatiques extrêmement flexibles et dynamiques »

A la veille du coup d'Etat, la plupart des officiers du MFA étaient spinolistes. Pour eux, le putsch du 25 avril 1974 signifie une « réconciliation de l'armée avec la nation ». Un point c'est tout.

Après le 25 avril, le MFA reste semi-clandestin. Sa seule expression publique est son Comité de Coordination du Programme, dont le rôle est de « veiller à empêcher tout retour

en arrière ». En juillet 1974, l'aile la plus radicale réussit à s'imposer contre Spinola, en créant un Commandement Opérationnel du Continent (COPCON), qui relègue l'état-major traditionnel à un rôle de second plan. Le MFA met à la retraite quelque trois cents officiers supérieurs.

Le 28 septembre, la masse des jeunes officiers qui avaient suivi Spinola le 25 avril n'accepte plus de recevoir ses ordres. Le MFA, délecté de son aile droite, est plus que jamais l'arbitre de la situation.

Mais si le noyau jacobin du MFA, prêt aux mesures radicales, s'est renforcé, le reste de l'armée ne lui est pas forcément acquis. Dans l'armée proprement dite, la droite « spinoliste » conserve encore des positions solides, et y compris dans le MFA.

Mais les positions de la droite sont bien plus fortes dans la Garde Nationale et la Police de Sécurité Publique, où les spinolistes et les anciens cadres fascistes détiennent toujours leurs postes.

Ce n'est pas parce que la droite s'organise discrètement, attendant son heure, qu'elle n'existe plus et qu'elle n'est pas menaçante. La dernière tentative de putsch l'a montré. Mais ce n'est pas par des moyens révolutionnaires, en s'appuyant sur la population travailleuse (son geste le plus osé vers une telle alliance populaire a été, il y a deux mois, de s'élargir aux sous-officiers, mais pas aux simples soldats, pour qui la discipline est toujours rigoureuse!) que les leaders du MFA comptent déjouer les tentatives de l'extrêmedroite, mais par de simples règlements de comptes au sein de l'armée.

Vendredi 14 mars, jour de la séance inaugurale de rentrée à l'université de Mexico, le président mexicain Luis Echeverria s'est fait huer, une heure et demie durant, par les étudiants, aux cris d' « assassin », « fasciste » et « bandit ».

Tandis qu'il cherchait à regagner la sortie, sous une pluie de pierres, de bouteilles et de détritus en tout genre, un des projectiles aurait fait mouche, le blessant à la tête.

C'était la première fois depuis

En Italie, quand les scandales éclatent, les responsables s'envolent

Huit mille immeubles sont menacés d'être abattus sur décision judiciaire à Rome. Ils ont été construits illéga-lement, sans permis de construire. Une immense construction, le « Colisée de verre », prévue à l'origine pour abriter des appartements sur six étages, s'était transformée en un gigantesque bloc de verre et de béton, grignotant sur la rue, gagnant discrètement un étage supplémentaire et se transformant en bureaux plus rentables : elle a de la même manièré été mise hors-la-loi.

Devant l'ampleur du scandale que constitue en Italie l'immobilier, les autorités se sont décidées à mettre le holà. Mais — qui l'eût cru? — elles ont laissé échapper les coupables. En une semaine, des dizaines de sociétés douteuses ont été dissoutes. Où sont passés leurs dirigeants et leurs milliards de bénéfices? Impossible de savoir, disent les juges. Et les victimes de cette affaire sont finalement les petites gens qui, ayant sans le savoir acheté un appartement « sauvage », sont aujourd'hui menacés d'expulsion.

Tortionnaire et fier de l'être

Le général loannidis, ancien chef de la section des interrogatoires à la police militaire, vient d'être mis à la retraite par le gouvernement grec.

Sous la dictature des colonels, il aurait déclaré à un officier arrêté : « Notre force à nous, police militaire, est le mépris dans lequel nous tenons le facteur humain. Laissez-nous interroger votre épouse et vous ne la reconnaîtrez point après nos soins ».

Le général, lui, est parfaitement reconnaissable. Ceux qu'il a torturés n'auront pas de mal à le trouver dans sa retraite. C'est du moins ce que l'on souhaite.

Les pierres du souvenir

1967 qu'un chef d'Etat remettait les pieds à la cité universitaire.

Cette retraite quelque peu précipitée et bousculée rappelait ainsi au premier personnage de l'Etat mexicain que les étudiants n'étaient pas prêts à oublier qu'en octobre 1968, sur la place des Trois-Cultures, les forces de l'ordre avaient tué ou blessé gravement plusieurs centaines d'entre eux.

Echeverria en a été quitte pour la peur. On s'en remet mieux que de la mitraille...

La criminalité en U.R.S.S. E mensuel russe l'Etat soviétique et la toi a publié dans son numéro de mars une étude sur numéro de mars une étude sur numéro de mars une étude sur haire de l'URSS peuvent bien dénon-

ciales de la criminalité en Union Soviétique. Ce seul fait vaut d'être mentionné, car en URSS, officiellement, ou bien l'on nie l'importance de la criminalité, ou bien l'on en attribue la cause à des vestiges de la société bourgeoi-

Donc, nouveauté, parmi les causes à l'origine de la criminalité, la revue cite en bonne place les problèmes de logement, l'insuffisance des marchandises, le manque de loisirs et la part « encore relativement importante » du travail pénible. La moitié des délits ont pour origine l'alcoolisme et la plupart des délinquants alcooliques sont des personnes exerçant un travail pé-

Ces faits pourraient étonner dans un régime où, selon ses dirigeants, le pouvoir appartient aux travailleurs. Mais ils reflètent une réalité où la classe ouvrière a quotidiennement à subir le parasitisme d'une bureaucratie toute-puissante. Le sous-produit de ce parasitisme qui régente tous les aspects de la vie, c'est précisément la corruption et les trafics en tous genres qui

Un monarque de droit... prolétarien



Dans une interview du 14 mars, le prince Norodom Sihanouk, candidat au poste de chef de l'Etat du Cambodge au cas où le régime du maréchal Lon Nol s'écroulerait, a tenté de définir le type de régime qu'il envisage d'instaurer. Ce sera un pouvoir populaire, déclare-t-il, qu'on pourra appeler socialiste ou communiste, peu importe, mais qui ne sera pas une copie servile de tel ou tel régime rouge étranger. D'ailleurs, les Khmers rouges, affirme le prince Sihanouk, l'ont assuré que le Cambodge continuera à s'appeler royaume et que lui restera chef de l'Etat.

On murmure par ailleurs que les conseillers du prince sont fort embarrassés : ils ne savent pas s'il faudra l'appeler camarade-Majesté ou Prince-camarade.

Quant au Cambodge, sera-ce un royaume socialiste ou une monarchie communiste?

LA MORT D'ONASSIS

l'homme qui gagnait cent millions par jour

NASSIS est mort. Il laisse un héritage estimé à cinq milliards de nouveaux francs : une flotte de super-pétroliers, des avions, des appartements somptueux, une île, un yacht à salles de bains en marbre et robinets en Pourtant Onassis était né pauvre.

Né à Smyrne en 1906, il émigre à 16 ans en Argentine, devient télégraphiste de nuit, puis à 18 ans il décroche l'exclusivité de l'importation du tabac d'Orient en Argentine et monte une affaire florissante.

En 1931, il profite de la crise mondiale pour acheter à bas prix ses

Le ciel des lits

Les hôtesses de l'air

de la compagnie Ali-

talia ont fait grève

pour protester contre les servitudes impo-

sées par la direction. E'.es ne veulent plus,

notamment, faire les lits des pilotes, comme le prevoit leur con

Le métier d'hôtesse de l'air est souvent présenté comme le métier idéalement fé-minin. Alors, a dû penser l'homme qui a rédigé le contrat, quoi de plus normal que de leur faire faire les lits?

premiers bateaux. Après la Deuxième Guerre mondiale, il achète, avec les confortables dommages de guerre touchés pour ses bateaux coulés par sous - marins allemands, les navires dont américaine l'armée plus besoin.

Puis il s'installe à Monaco et fait construire les premiers super-pétroliers géants. En 1954, il signe avec le roi d'Arabie un contrat qui lui assure la quasi-exclusivité du transport du pétrole séoudien. En 1956, il décroche le monopole d'exploitation des lignes aériennes grecques.

Entre-temps, il a épou-sé la fille d'un autre richissime armateur grec, Niarchos. Puis, après une longue liaison avec Maria

Callas, il se remarie avec la veuve du président Kennedy

Aujourd'hui, la puissance des trusts rend de plus en plus difficile l'ascension de «self-made men» tels qu'Onassis, qui n'hésitent pas à se vanter de ce que les possédants préfèrent généralement laisser dans l'ombre. C'est très ouvertement, paraît-il, qu'Onassis, qui avait édifié sa fortune sur le dos des contribuables, consommateurs, des travailleurs de nombreux pays, aimait à rappeler les principes qui le guidaient: « Ne payez jamais d'im-pôts ; n'investissez jamais vos propres fonds : uti-

lisez ceux des autres. » On ne peut mieux dire.

femmes députés travaillistes ont menacé de faire la grève du vote (ce qui mettrait le gouvernement travailliste en difficultés dans un certain nombre de scrutins) s'il n'y avait pas plus de femmes nommées dans la commission parlementaire britannique qui est chargée d'examiner la loi sur l'avortement.

Il y a de quoi! Ces messieurs du Parlement veulent restreindre la loi relativement libérale sur l'avortement et la commission parlementaire qui prétend décider de ce qui est bien ou pas pour les femmes ne comprend que quatre femmes sur quinze



ONASIS FAUCHÉ PAR LA MORT, MAIS PAS DANS LA VIE.

Allez vous faire enterrer ailleurs!

« Complet, essayez de re-passer plus tard », annon-ce un écriteau à l'entrée du cimetière de Domusnovas, un petit village de Sardai-

C'est que les gens quit-tent le pays de leur vivant, mais veulent toutefols y être enterrés et qu'il faut

maintenant faire la queue pour acheter une conces-Il faut croire que person-

ne n'a encore trouvé moyen de rentabiliser l'affaire. Sinon, on peut parler qu'il se teur pour résoudre les pro-blèmes d'encombrement en y édifiant une tour.

A fleur de peau

Une Sud-Africaine blanche qui a vu sa peau noircir, à la suite d'une intervention chirurgicale portant sur les glandes surrénales, glandes surrenaies, se plaint d'être victime de la discrimination raciale en vigueur dans son pays : el-le se voit interdire l'accès des compartiments réservés aux Blancs dans les auto-

bus, on ne veut pas la servir dans les magasins, elle a eu du mal à trouver un logement, etc. Bref. a déclaré cette victime des préjugés de son propre milieu, « Je suis maintenant une personne de couleur avec une âme blanche ».

Pauvre chère âme! Si blanche et si c...

Les listes publiées ci-dessous correspondent à des versements effectués en février. Nous sommes loin d'être à jour, mais il nous faudrait plusieurs pages pour publier en une seule fois les versements qui nous sont déjà parvenus et qui dépassent 200.000 F. Nous publierons tout, intégralement, mais cela demandera encore quelques semaines.

DIVERS PARIS ET REGION PARISIENNE

demandera encore quelques semaines.

DIVERS PARIS ET REGION PARISIENNE

Une étudiante de Clignancourt, 50 F - C.B., prof de CET, 150 F - Moura, 10 F - Moura Colette, 5 F - Blot Ginette, 5 F - Deroche, 10 F - Cape, employé, 0 F - Eluard, chômeur, 2:50 F - Mme Lavabre, sympathisante du 13°, 10 F - Dupont, employé d'assurances, 150 F - Anonyme, 2:50 F - André, professeur, Paris, 20 F - Jean-Jacques, prof, Paris, 30 F - Pierre Goni, 50 F - M.G., sympathisanti, cité des Ruffins, Montreuil, 10 F - Aline employée d'assurances, 140 F - P.G., et J., anciens de la CM Pre-Saint-Gervals, 25 F - M.G., and pre-Paris de la CM Pre-Saint-Gervals, 25 F - Montreuil : Mme D., cité des Ruffins, 9 F cR., 100 F - JLA, Paris-11°, 50 F - M. et Mme Colombes, 00 F - Une mployée, 20 F - Un retraité, 10 F - Une sympathisant, 10 F - G.B., Capimmec, 30 F - Aurientis Patrick, Société Générale Ag. A, 15 F - Camezana, Pere-Lachaise, 5 F - Sariécles, Porte d'Italie, 5 F - Lionel, 2:50 F (ly-cèen) - Jean-Michel, un sympathisant de Villeijuif, 5 F - Claudine, Villeijuif, 5 F - Jeanine, les Ruffins, 5 F - M.A., Paris, 20 F - Lune jeune ourvière, Paris, 50 F - Un prof de CET, 100 F - M. et Mme Russier, 100 F - Daniel (Melun), 10 F - Leduc, 200 F - Une jeune ourvière, Paris, 50 F - Un prof de CET, 100 F - M. et Mme Russier, 100 F - Evelyne, élève-infirmière, 10 F - Canata Chamignon, élève-infirmière, 10 F - Canata Cha

sandre Guy, 5 F - Gerard, étudiant, 1 F - Marie-Josée, 2 F - Daniel, employé, 10 F - Un prof, 400 F.
LONGJUMEAU: Mme Benzerzour, 5 F - Deux sympathisantes, 10 F.
EPINAY-SOUS-SENART: Mom Martin, 2 F - Illisible, 2 F - Un travailleur immigré, 5 F - Immigrante portugaise, 3 F - Lambert, 5 F - Un sympathisante, 150 F - Chamy Joseph (ouvrier d'Orly), 10 F - Une sympathisante, 150 F - Chamy Joseph (ouvrier d'Orly), 10 F - Mme Giord (mère de famille), 10 F - Mme Seok (une fonctionnaire), 10 F - Un travailleur d'Orly, 5 F - Une institutrice, 15 F - Une Massy, 10 F - Reface, 10 F - Ménagère, Viry, 10 F - Vance, 10 F - Artisan Grigny, 10 F - Ménagère, Viry, 10 F - Vance, 10 F - Artisan Grigny, 10 F - Ménagère, Viry, 10 F - A.

MAGE: M.F., employée GAN, 10 F - A.B., employée GAN, 10 F - A.B., employée, 2 F - J.L. (agent de maîtrise), 3 F - CAPIMEC (MALAKOFF): Gisèle, 100 F - Lauron P., 100 F - PARIS: Gerviaseau Ph., 100 F - Un sympathisant, 50 F - Jacques Alain, 20 F - Kerboul Hervé, 10 F - Lory, 10 F - XX, 50 F - Iroquois, 50 F - Massy, 10 F .

MASSY: Une lectrice, 10 F - Un lecteur, 10 F - Une lectrice, 10 F - Une sympathisant ENSET, 100 F - Sympathisant ENSET, 100 F - Employée Lipkre, 2 F - Sympathisante, 15 F - M.C., institutrice, 50 F - Un copain, 3 F - Guiborat Patrick, 9 F - Un copain, 1 F - Sympathisant ENSET, 100 F - Pichon A., 50 F - Serol, 5 F - Torres, 5 F - Declair R., 100 F - Pichon A., 50 F - Serol, 5 F - Torres, 5 F - Declair R., 100 F - Pichon A., 50 F - Laborantine

la souscription pour lutte ouvrière

Arago. 10 F - François, commerçant marché de Vanves, 6 EUne sympathisante marché Vanves, 3 F - Un sympathisant
marie d'issy, 3 F - Sophiello ans, Moly, mentagers, Pans,
marie d'issy, 3 F - Sophiello ans, Moly, mentagers, Pans,
cien, 10 F - Révillon, infirmier, Boulogne, 10 F - Plumier, sténodactivo, 15 F - Sympathisante, 5 F - Maurel, 10 F - V.H.
(Ensel), 90 F - J.C.G. (Enset), 50 F - E.T. (Enset, 100 F - D.J.
(Enset), 70 F - A.Y. (Enset), 100 F - L.D. (Enset), 100 F - J.C.
Clamart, 10 F - Area, 100 F - L.D. (Enset), 100 F - J.C.
Clamart, 10 F - Area, 100 F - L.D. (Enset), 100 F - J.C.
Clamart, 10 F - Develouer, 20 F - J. Mines, Marie,
5 F - M. Lecler, 5 F - Duche, 5 F - Salustri, 5 F - M. Plateaux,
20 F - Clamart, 10 F - Laborie, 5 F - Le Druelec, 5 F - Thoron,
10 F - De Vincenci, 10 F - Vallon, 100 F - Rosles V - 20 F Yvette, 10 F - Armande, 10 F - Vaugey Garard, 100 F - Evrarch,
10 F - De Vincenci, 10 F - Vallon, 100 F - Rosles V - 20 F Yvette, 10 F - Armande, 10 F - Vaugey Garard, 100 F - Evrarch,
10 F - Bertin, 3 F - Un dourd, 4 F - Anonyme, 20 F - Evrarch,
10 F - Bertin, 3 F - Un dourd, 4 F - Anonyme, 20 F - Raturier,
10 F - Bertin, 3 F - Un dourd, 4 F - Anonyme, 20 F - Raturier,
10 F - Bertin, 3 F - Un dourd, 4 F - Anonyme, 20 F - Cardeau, 10 F - Varrent, 10 F - Albert Einstein, 10 F - Christian,
10 F - Jan Dupont, 50 F - Bert, 50 F - Plaspia, 20 F - Julia, 50 F 10 F - Tachnicien chimie IFP Ruell, 5 F - Ingenieur Batiment, Paris,
20 F - Un sympathisant Cliganacoux, 5 F - Durand, 5 F 10 F - Tachnicien chimie IFP Ruell, 5 F - Ingenieur Batiment, Paris,
20 F - Un sympathisant Cliganacoux, 5 F - Durand,
10 F - Jacques B, Paris, 50 F - Pris, 50 F - Time,
10 F - Jacques B, Paris, 50 F - Pris, 50 F - Time,
10 F - Jacques B, Paris, 50 F - Pris, 50 F - University B, 10 F - March,
10 F - Jacques B, 10 F - Norbert, Puteaux, 50 F - L'Escure
10 F - Solidat N. (Paris), 20 F - Norbert, Puteaux, 50 F - L'Escure
10 F - Solidat N. (Paris), 20 F - Norbert, Puteaux, 50 F - L'Escure
11 F - Solidat N. (Paris), 20

Batedou, 30 F - E.K., 10 F - Un surveillant, 20 F - Une vétérinaire, 3 F - Cheminot, Melun, 100 F - Un lecteur, 2 F - Néméravki Muriel, 2 F.

Jacquot, Goussainville, 3 F - Frère peintre, Goussainville, 7 F - Un sympathisant Bonneuil, 5 F - Supper D., 5 F - Mans, 10 F - La Crétal, 35 F - Un postier, 20 F - Un ouvrier sympathisant Bonneuil, 7 F - Q.C., 4 F- Un sympathisant Bonneuil, 10 F - M., Bonneuil, 30 F - C.C., rue de Flandres, 100 F - J.Z., Issy, 50 F - Soulier, ancien du PCF, 10 F - OS Rectif SKF, 10 F - Anonyme, 25 F - Un prof de math, 10 F - Balariol, 20 F - Amel, 40 F - M. Mohamed, Epinay, 10 F - Proissard, Epinay, 3 F - Froissard, Epinay, 5 F - An. lycée d'Enghien, 3 F - S.C., lycée Enghien, 6 F - Un lycéen sympathisant, 6 F - Cartron P., 25 F - Philippe, Ménilmontant, 25 F - Alan d'Auber, 25 F - Bertrand, 25 F - Jacques, 50 F - Gisèle Dangin, 100 F - Patrick, 10 F - Dominique Verack, 10 F - Marianne Jigi, 5 F - Sympathisant, 5 F - Goston, 20 F - Louise, 8 F - Le Guennec Yves, 10 F - Une grand-mère anarchiste, 10 F - Une sympathisant, 5 F - Catherine, étudiante en médecine, 15 F - Un sympathisant, 20 F - Un travailleur Orly, 2 F - Un travailleur surexploité, 10 F - Une prof., 10 F - Nadj, 10 F - M. Parot, 5 F - Cheminot gare de Lyon, 20 F - A. Desmonts, 70 F - Un cheminot du Sud-Est, 50 F - Michèle, étudiante, 50 F - Chevobbe, 50 F - Tripelon, 20 F - Un étudiant, 20 F - Une employée, 25 F - Un lycéen, 5 F - Stanislas, 70 F - Claire, 5 F - Geneviève, 10 F - Cheminot, Melun, 21 F - Cheminot sympathisant, Melun, 30 F - Ouvrier sympathisant Corbeil, 8 F - A.V., 100 F - Anonyme, 5 F - Cheminot, Melun, 21 F - Cheminot sympathisant, Melun, 30 F - Ouvrier sympathisant Corbeil, 8 F - A.V., 100 F - Fançoise, 10 F - Un passant «d'accord avec Arlette», 3 F - Sympathisant of Professor, 10 F - Lecopain d'un copain, 10 F - Anonyme, 5 F - Honelecteur d'Arlette, 20 F - Il

Total publié à ce jour : 105.667,50 F.

L'armée tue aussi en temps de paix Un maréchal des logis a été mor-

tellement blessé au camp militaire de Carpiagne, près de Marseille, le jeudi. Lors d'une séance d'entraînement, il a eu la tête écrasée dans la tourelle de l'engin blindé où il se trouvait.

L'accident est dû à une impru-dence, indique l'état-major, car les consignes de sécurité n'ont pas été observées par la victime. Pour quelle raison, dans quelles circonstances, cela n'a pas été précisé. Le règlement, c'est le règlement et sorti de là, RAS...

T'auras pas de boudin

A la Légion, on ne pose pas de questions à ceux qui s'engagent. On ferme les yeux sur le passé et même sur l'âge. C'est ainsi qu'un jeune Anglais de 14 ans a fait quatre mois de Légion en Corse parce qu'il ne voulait plus « aller à l'éco-le ». Découvrant les brimades et le dressage, la jeune recrue voulut alors partir. Mais il n'était pas question de le laisser filer, ni même écrire à sa famille. Finalement il parvint à alerter son père et les autorités britanniques l'ont libéré. A la Légion, même à 14 ans, la chair à canon c'est de la chair à

Faites l'amour pas la

guerre

Un soldat de la garnison de Strasbourg vient d'être arrêté, inculpé de violences avec préméditation et écroué. Ce militaire de 19 ans s'était introduit nuitamment dans différentes maisons de la ville où, selon le correspondant de l'AFP, « il réussissait à s'approcher du lit où mari et épouse dormaient et, s'agenouillant du côté de l'épouse, il lui prodiguait des caresses ».

Voilà au moins un militaire qui savait utiliser les techniques de commando que l'armée lui avait apprises. Le dommage est sans doute qu'elle ait aussi contribué à le névroser un peu.

PAS DE QUOI PARADER **MADAME GIROUD**

Les femmes touchent en moyenne un salaire inférieur de 33,6 % à celui des hommes, indique une étude du ministère du Travail.

Et ce n'est qu'une moyenne. Dans les industries où les femmes sont la majorité (textile, habillement, industrie mécanique), le gain des femmes qualifiées ne parvient parfois même pas au niveau des gains des

travailleurs non qualifiés dans les industries où les hommes prédominent largement.

Cela n'empêche pas madame Giroud, ministre à la Condition féminine, de déclarer que « la France est dans ses lois et dans ses mœurs parmi les nations les plus avancées dans la voie de l'égalité de jure et de facto ».

Alors, puisqu'elle le dit..



Vendredi 14 mars, un brigadier de police passait en correctionnelle pour avoir frappé, dans le commissariat du 5° arrondissement, un automobiliste algérien. Ce dernier avait été amené au commissariat à la suite d'un léger accident de voiture et était accusé d'avoir conduit en état d'ivresse. Ayant voulu lire le rapport de police qu'on voulait lui faire signer, il se vit répondre par le brigadier : « Un raton, ça ne sait pas lire. » Puis il fut enfermé dans une des cellules du commissariat et c'est là que le brigadier est venu le rejoindre pour le passer à tabac. Laissé toute la nuit sans soin, l'automobiliste était le lendemain opéré d'urgence pour l'éclatement d'un testicule.

Ces faits se sont passés le 27 novembre 1971. Il aura donc fallu plus de trois ans avant que brigadier comparaisse en justice, trois ans pendant lesquels il a continué à exercer ses fonctions sans avoir la moindre sanction, bien au contraire, les rapports de ses supérieurs vantant ce « fonctionnaire solide » qui sait « faire preuve d'initiative ». Est-ce de ses initiatives racistes qu'on le félicite?

Le jugement doit être rendu le 11 avril prochain, mais on peut d'avance savoir qu'il sera clément, car les passages à tabac, surtout contre des Noirs ou des Nord-Africains, font partie de la pratique quotidienne des commissariats. Ce qui est rare, c'est que la victime aie la possibilité de porter plainte et de se défendre.

Olivier BELIN.

Bigeard cochons,

Plusieurs manifestations ont eu lieu samedi 15 mars pour soutenir les 103 paysans et éleveurs de moutons du plateau du Larzac que l'armée veut exproprier pour agrandir un camp militaire.

Prélude charnel à la 3e chambre

Qui se cachait derrière le pseudonyme de Robert Sermaise, auteur du livre pornographique, oh pardon, érotique Prélude charnel, paru en 1934, le respectable éditeur Robert Denoël ou le non moins respectable ingénieur po ylechnicien et administrateur de sociétés Robert Courau, tous deux aujourd'hui dé-cédés? C'est sur cette difficile question qu'a eu à se prononcer la troisième chambre du tribunal civil de Paris, le 15 mars. L'affaire était délicate, la veuve du premier et les héritiers du second étant fermement décidés à défendre, sinon la mémoire des disparus qui s'étaient bien gardés de revendiquer la paternité de ce le œuvre à l'époque de sa parution, du moins leurs droits d'auteurs.

Comme quoi la fesse n'est respectable que couverte d'or.

A Millau, le chef-lieu d'arrondissement de l'Aveyron où se trouve le Larzac, cinq cents manifestants se sont heurtés à la police dans la cour de la sous-préfecture, pendant que d'autres bloquaient la Nationale 9 avec cinq cents brebis. A Avignon, les manifestants ont bloqué la principale artère de la ville. A Clermont-Ferrand, mille manifestants se sont rendus à la mairie de Chamalières, ville de Giscard, accompagnés de moutons qui ont brouté l'herbe du parc.

A Paris, plusieurs milliers de manifestants ont défilé, au son des tambourins et des clarinettes, avec des banderoles « Gardarem lou Larzac », « l'armée hors du Larzac », « Bigeard aux cochons, le Larzac aux moutons ».

Une nouvelle fois, la tentative de l'armée d'exproprier les paysans du Larzac aura donc été l'occasion pour une partie de la jeunesse d'exprimer ses sentiments antimilitaris-

Le gouvernement a décidé d'instaurer à partir du 1er avril 1976 une heure d'été qui sera en avance d'une heure sur l'heure légale actuelle.

Tout cela pour profiter au maximum de la lumière solaire et faire des économies d'électricité, estimées, d'après les prévisions gouvernementales, 0,3 % de la consommation.

Futé ? Mais à quand l'heure fixée en fonction de l'ennuagement ou de la clarté du ciel? On pourrait même économiser les pendules et faire appel aux bons vieux cogs comme réveille-matin. Le retour à la nature, quoi !

La majorité prend son pied

Jacques Duhamel, président du Cen-e Démrocate et Progrès, député du Jura, écrit dans le bulletin Faits et Causes

« La majorité a besoin d'un troisième « pied » suffisamment fort pour ne pas dépendre de l'un quelconque des deux autres et pour servir à tous d'aiguillon. »

La majorité est décidément une drôle de bête politique... un peu boîteuse.

LES TRAVAILLEURS DE LA TERRE

Colère des vignerons du Midi

violents affrontements entre les vignerons en colère et les CRS à Montpellier ; des manifestations massives à Nîmes et à Carcassonne ; des barrages routiers à Perpignan : en fait c'est l'ensemble des départements vinicoles du Midi qui sont touchés ce 17 mars par la contestation des vignerons.

manifestants réclament l'arrêt des importations de vin à bon marché en provenance de l'Italie, le droit de distiller une quantité supplémentaire d'alcool et, aussi, la réduction de la TVA; revendications dont certaines sont contestables, car elles détournent la colère des vignerons de leurs véritables ennemis.

Mais, par-delà les revendications concrètes, ce que les manifestants mettent en cause, c'est l'incertitude devant les risques de mévente, devant la baisse des cours et devant l'effondrement de leur pouvoir d'achat.

Des milliers de paysans vivent de la vigne. Quelquesuns sont de véritables capitalistes, exploitant des ouvriers agricoles, et mènent grande vie. Mais la grande majorité, pieds et poings liés, dépend des négociants, des courtiers, des grossistes ou des grandes surfaces, de tous ces intermédiaires capitalistes qui achètent la production lorsqu'elle est à bas prix pour la revendre cher par la suite et qui préfèrent s'approvisionner ailleurs dès qu'ils le trouvent plus profitable.

Pour faire entendre leur voix, les vignerons n'ont pas d'autre moyen que de descendre dans la rue. S'ils en sont à manifester ensemble, riches et pauvres confondus, avec les mêmes revendications, c'est aussi parce que les partis de gauche, qui parlent au nom de la classe ouvrière, n'offrent pas aux petits vignerons une perspective qui les sépare des gros et qui les oppose directement aux capitalistes du négoce.

Rien qu'au cours des dernières semaines, des arboriculteurs, des producteurs de lait, des éleveurs, des cultivateurs de primeurs ont manifesté, car la crainte de l'avenir et la volonté d'obtenir qu'il soit meilleur ne concernent pas seulement les vignerons, mais bien l'ensemble des petits paysans.

ouvriers, paysans,

le grand parti des

Des millions de travailleurs, petits paysans et leur famille, vivent sur les quelque un million trois cent mille exploitations qui n'emploient aucun salarié. Ils contribuent, avec les ouvriers, à créer toutes les richesses de ce pays, tous les produits indispensables.

Pourtant, ils vivent mal. Ils ont beau acheter du matériel en s'endettant, augmenter leur productivité, leur niveau de vie n'augmente pas en conséquence. Avec l'inflation, il baisse même brutalement.

travailleurs

"L'Internationale"



notre dossier

- S'allier au paysan qui se bat, ou rechercher son soutien électoral?
- Face aux revendications des paysans : une aumône.
- Interviews de paysans.
- Un programme pour les travailleurs des campagnes.
- Un gâchis qui profite à une poignée.
- La commercialisation des fruits et légumes.
- Du syndicalisme officiel au syndicalisme contestataire.
- Le socialisme : des villes à campagne, ou la campagne à la ville ?

Les petits paysans vivent mal, car la vente de leur production leur échappe et ils sont exploités : par les capitalistes de l'industrie alimentaire, par les négociants gros ou moyens qui achètent les produits agricoles à des prix qui ne rémunèrent pas le travail dépensé pour les produire. Les paysans sont exploités aussi par les industriels qui produisent le matériel agricole ou l'alimentation du bétail et qui augmentent leurs prix même lorsque le petit paysan ne peut pas augmenter les siens. Les paysans endettés sont exploités par les banques, grugés par l'Etat.

Ceux qui parasitent le travail des petits paysans sont les mêmes que ceux qui exploitent les ouvriers. Le prolétariat industriel et les petits paysans doivent se retrouver côte à côte lorsque, en luttant contre la dégradation de leurs conditions d'existence, ils se heurtent aux capitalistes et à leur Etat. C'est même leur intérêt le plus immédiat.

L'amélioration des conditions d'existence des paysans ne va nullement à l'encontre des intérêts des ouvriers, pas plus que l'amélioration des conditions d'existence des prolétaires des villes ne va à l'encontre des intérêts des petits paysans. Aucune des deux classes ne peut espérer se libérer de ceux qui parasitent son travail, ni même défendre ses acquis, si le capital parvient à dresser l'une contre l'autre.

Cette solidarité profonde doit se manifester même lorsque les revendications concrètes des petits paysans sont marquées par l'influence des gros, voire des capitalistes de l'agriculture; comme elle doit se manifester lorsque les revendications des ouvriers portent la marque des bureaucraties syndicales. Car ce qui compte par-dessus tout, c'est que, en se battant au coude à coude contre l'ennemi commun, les deux classes apprennent à se reconnaître comme alliés, pour se défendre plus efficacement aujourd'hui, pour renverser demain l'ordre social des parasites du travail humain.

Arlette LAGUILLER.

LES TRAVAILLEURS DE LA

LES OUVRIERS AGRICOLES

Ile-de-France

Je suis ouvrier agricole sur une exploitation de 160 ha, qui fait surtout du blé et de la betterave. Je suis tractoriste. Nous sommes deux salariés. Je gagne 8,45 F de l'heure.

IL Y EN A QUI GAGNENT MOINS? Oh oui! Moj, j'ai le coefficient 150,

UN OUVRIER

mais il y en a qui ne gagnent pas ca. Et puis, même moi, avec huit gosses, dont sept à la maison, comment veux-tu y arriver? Regarde ma feuille de paye de dé-

AGRICOLE

cembre : logement déduit, 1.205 F net. Au travail, je ne suis pas nourri.

ET TES CONDITIONS DE TRAVAIL? Neuf heures par jour, plus le samedi matin. L'été, avec la moisson, on reste

S'EXPLIQUE

parfois jusqu'à 10 heures le soir, dans la chaleur et la poussière. Et encore, ça a changé. Mon père travaillait le dimanche matin.

A PROPOS DES HEURES, LA LOI DES 40 HEURES VIENT DE PASSER DANS L'AGRICULTURE.

Oui, depuis le temps, elle a fini par passer. On devrait avoir maintenant des heures payées à 25 et aussi à 50 % et non plus seulement à 25 %....Mais on verra ce que fait le patron sur ma feuille de paye de février.

TU MILITES A LA CGT...

Oui. Ca n'est pas très facile avec les gars. Mais je viens d'en syndiquer sur Cormeilles. On est maintenant plusieurs sur la région. Pour les réunions à Paris, comme je ne suis pas reconnu délégue, car nous ne sommes pas assez d'employés, je prends mon après-midi à mon compte et c'est la CGT qui me rembourse.

ET TES ENFANTS : ILS FERONT LE MEME METIER QUE TOI?

Oh non! Les jeunes n'ont pas envie de faire ça. Même moi, tu sais, j'irais bien travailler ailleurs, mais il faut trouver et puis il faudrait que j'aie un logement pour ma famille. Celui-ci est au patron. Par ici, il n'y a pas grand-chose. Mon fils qui va au CET à Pontoise, il n'y a pas de bus pour lui et la gare est à 8 kilomètres... il les fait bien souvent à pied, matin et soir.

Les ouvriers agricoles sont peu nombreux en France par rapport à la classe ouvrière industrielle, mais ils sont quand même près de 400.000 à vivre moins bien que les autres travailleurs.

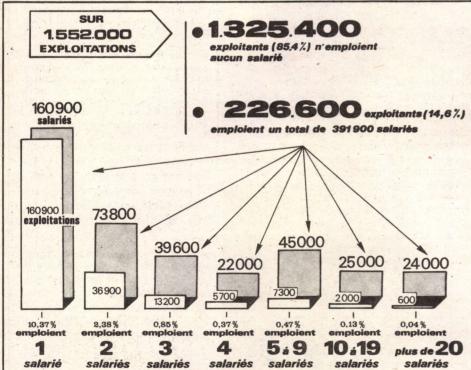
Qu'on en juge :

- La loi des 40 heures dans l'agriculture n'existe que depuis décembre 1974! Jusqu'à présent, les heures supplémentaires ne commençaient qu'après 45 heures et on ne connaissait que les heures payées à 25 %. De plus, le décompte était mensuel au lieu d'être hebdomadaire, ce qui permettait les pires abus. Aujourd'hui encore, la résistance patronale se fait sentir, les patrons invoquant la non-parution des décrets pour refuser la loi. En Champagne, les ouvriers viticulteurs ont dû récemment faire la grève pour arracher leur droit.

— Pour les salaires aussi le retard est lourd : jusqu'en 1968, les ouvriers agricoles avaient même un SMAG (salaire minimum agricole garanti) encore inférieur au SMIG. Quant aux salaires réels, au coefficient 100, ils sont effectivement égaux au SMIC, seule la durée du travail permettant de le dépasser.

— Même en droit, les ouvriers agricoles ne bénéficient pas des mêmes protections que les autres travailleurs. Le Code du travail ne s'applique pas à eux et ils n'ont, dans la plupart des localités, pas la possibilité d'utiliser les conseils de Prud' hommes.

Il y aurait de quoi susciter plus d'une vocation de Jacquou-le-Croquant.



Un jeune paysan du Morbihan: produire toujours plus, pour qui?

ONSIEUR S., paysan du Morbihan, exploite avec sa femme et sa mère une ferme de 20 hectares. Voici sa situation, telle qu'il nous l'a décrite :

Il a commencé en produisant du lait, mais son revenu était faible.

N'ayant pas possibilité d'agrandir son exploitation, il a cherché à produire plus de lait sur ses 20 hectares. Il a cultivé l'herbe, a fait plusieurs coupes par an, s'est lancé dans la culture de maïs-fourrage et a adopté l'ensilage. Il a maintenant quinze vaches et des génisses pour le renouvellement.

Sa production laitière a bien augmenté mais, pour cela, il a fallu accroître les



S'ALLIER AU PAY OU RECHERCHER SON

UR le plan électoral, la paysannerie est traditionnellement considérée comme le plus sûr soutien des formations de droite. Considération trop générale, car plusieurs départements agricoles du Centre ou du Sud-Ouest votent à gauche, certains constituent même de véritables fiefs électoraux pour le Parti Communiste.

Néanmoins, toutes les lois électorales favorisent les circonscriptions rurales au détriment des circonscriptions urbaines, et ce n'est pas pour rien.

Bien des raisons peuvent expliquer la chose : l'influence de l'Eglise, la moindre participation des paysans à la vie politique, l'influence des notables dans des collectivités locales plus ou moins refermées sur elles-

mêmes, ou encore l'exploitation par la démagogie de droite du sentiment d'attachement du petit paysan à sa propriété, à son mode de vie.

Or combien de fois les mêmes paysans, qui venaient de voter à droite, s'engagèrent aussitôt dans des luttes violentes contre le gouvernement que feur vote avait mis en place — ou inversement? Mai 68 a été précédé par une violente agitation paysanne. Il s'est terminé par le raz de marée électoral gaulliste que l'on sait, acquis dans les campagnes.

Inconséquence que de soutenir par son vote la même droite que l'on avait combattue la veille ou que l'on allait combattre le lendemain? Oui, sans doute. Mais c'est une inconséquence explicable.

Car cette gauche électorale qui, au

achats à l'extérieur en engrais, aliments du bétail, etc. Et le revenu du lait, tous comptes faits et une fois tout payé, est resté tout aussi insuffisant.

Aussi Monsieur S. a-t-il construit une porcherie de trente truies pour vendre des porcelets. Il a produit de l'orge pour nourrir ses truies. Aujourd'hui avec tout cela, il travaille en moyenne de 7 heures du matin à 7 heures du soir, avec une heure de pose à midi. Et sa femme et sa mère ne sont pas de trop!

Depuis un an, les charges ont beaucoup augmenté : le fuel, les engrais, les aliments. Pour faire mettre en silo la production de maïs d'un hectare, il fallait payer 250 F en 1973, et 400 F en 1974.

Dans le même temps, le prix du lait a peu augmenté, le cours des porcelets a diminué et, depuis sept mois, il est particulièrement bas.

Alors, en 1974, son revenu a baissé. Aujourd'hui il est obligé de demander un découvert à la banque pour acheter ses engrais.

Certains paysans qu'il connaît n'ont pas pu acheter leurs engrais et ceux qui ont contracté de gros emprunts pour s'équiper sont en difficultés. Être éleveur dans l'Armagnac

Entre le petit pa et l'industrie ca UN ECHAN

Pour faire face aux obligations du marché et vendre, le paysan doit rendre son exploitation de plus en plus moderne. Il doit acheter à des prix élevés les machines, les engrais, les aliments pour bétail... mais il doit aussi se plier à des conditions imposées par les groupements spécialisés dans le rachat.

En d'autres termes, l'échange inégal, qui existe entre l'industrie et l'agriculture, se fait de plus en plus au détriment des paysans.

TERRE



Face aux revendications des paysans :

UNE AUMONE!

A commission de Bruxelles, réunie le 13 février dernier, a fixé à 10,5 % cette année la hausse moyenne des prix agricoles français. C'est une moyenne, et certains produits, comme le lait et la viande de bœuf, qui intéressent en premier chef les petits producteurs, n'ont été augmentés respectivement que de 6 º/o et de 5,5 º/o.

Même si ces prix étaient intégralement répercutés au niveau des petits paysans - ce qui est loin d'être - ces hausses sont loin de compenser la perte de pouvoir d'achat subie par les petits paysans au cours de l'année passée, perte estimée par les sources officielles elles-mêmes à plus de 15 %. Pour faire semblant de combler un décalage aussi criant, le gouvernement a décidé d'accorder des « primes à la vache » aux éleveurs. Outre que les paysans n'ont aucun contrôle sur l'attribution de ces primes, c'est une façon de tenter de fermer la bouche du petit producteur par des gestes de charité, alors que les petits paysans se battent, non pour être assistés, mais pour que les intermédiaires capitalistes et les industriels de l'alimentation leur paient des prix qui leur assurent une rétribution correcte de leur travail.

Le marché commun agricole

SAN QUI SE BAT SOUTIEN ÉLECTORAL?

nom des travailleurs, sollicite les suffrages de la paysannerie, a pour les paysans, lorsqu'elle est au pouvoir, le même visage que la droite : celui de l'inspecteur des impôts. Droite ou gauche électorale servent toutes les deux le grand Capital. Dans les deux cas, le paysan en est la victime. Mais, de surcroît, lorsque la gauche est au pouvoir, il a l'impression que, si ses revendications ne sont pas satisfaites, si les impôts s'accroissent, c'est qu'il est sacrifié aux ouvriers.

En réalité, ce n'est pas le cas, car la gauche électorale au pouvoir n'a pour les ouvriers que paroles trompeuses et les ouvriers sont en réalité sacrifiés au grand Capital. Mais si les ouvriers sont bien placés pour se rendre compte que les promesses qui leur sont faites sont mensongères, les paysans, eux, ne pouvant juger du

sort réel des travailleurs, auront tout naturellement tendance à prendre pour argent comptant les promesses démagogiques en faveur des ouvriers. Confrontant le tableau idyllique des promesses pour les ouvriers avec leur propre sort, comment ne se sentiralent-ils pas injustement grugés par la gauche ?

Ceux qui jugent les paysans sur leurs seuls votes aux élections se trompent profondément. Ce n'est pas parce qu'ils votent pour les partis de l'ordre que les paysans sont pour autant respectueux de l'ordre lorsque leurs intérêts sont en jeu.

Alors, ne serait-il pas infiniment plus efficace pour la classe ouvrière de s'associer au paysan lorsqu'il se bat, plutôt que de se contenter de rechercher son soutien électoral?

Il vit sur 38 hectares, de l'élevage de treize vaches laitières (30 ha de pâturages et 5 ha de céréales diverses pour la nourriture du bétail) et de la culture de la vigne (3 ha).

Combien de temps passez-vous à travailler

sur vos terres?

Tout d'abord, nous sommes deux : je tra-vaille en moyenne 10 heures par jour, mon ouvrier 9 heures. Je commence à 6 h 30 par la traite des vaches et je termine après la traite du soir à 20 heures, 20 h 30. On ne peut pas prendre de vacances, ni s'absenter longtemps.

L'Armagnac se vend peut-être cher, mais ce ne sont pas les producteurs qui en bénéfi-cient. Ici, la plupart des paysans apportent leur récolte à la coopérative qui vend le vin, le distille au besoin et le vieillit; les bénéfi-

Dans cette région de l'Armagnac, les 3 hectares de vigne doivent bien vous rapporter?

ysan producteur oitaliste: GE INEGAL

Voici deux exemples cités par Vent d'Ouest, journal du courant « paysans-tra-

Pour payer un tracteur, en 1972, il fallait environ 2.900 kg de viande, en 1974, il en fallait 4.350. En l'espace de deux ans, il a fallu vendre deux fois plus de veaux pour la même quantité de farine utilisée dans leur alimentation.

ces de cette vente, quand ils existent, nous n'en voyons pas la couleur. Le vin nous est payé 7 F le degré-hecto, c'est-à-dire qu'un litre de 10° est payé 0,70 F; il y a douze ans, le prix du degré-hecto était de 10 F. Tout n'augmente pas de nos jours!

Le lait vous rapporte-t-il un revenu plus

Oui, effectivement, le lait est proportionnellement le produit qui a le plus augmenté... et c'est pourtant beaucoup dire. Constatez vous-

En moyenne, je reçois 150.000 AF par mois pour mes treize vaches en production laitiè-re. Le prix indicatif est de 0,67 F par litre; et ce prix dépend encore de sa teneur en matière grasses. Le calcul de ce pourcen-tage est fait par la société ou la coopérative, nous ne pouvons avoir aucun contrôle! Nous sommes payés quelques centimes de plus par gramme de matières grasses en plus... et cela leur assure une plus grande quantité de beurre à peu de frais! Maintenant, ils commencent à exiger un contrôle bactériologique, c'est-à-dire que le lait ne doit pas contenir plus d'un certain nombre de germes au millimètre cube. Bien sûr, c'est à nous de faire tous les frais qui en découlent. Ils parlent aussi de contrôler la matière azotée du lait (richesse en protéines). Ils nous poussent toujours plus à la modernisation et à suivre les progrès techniques, mais ce sont les coopératives laitières ou les sociétés privées de ramassage, comme Gervais ou Danone, qui empochent les bénéfices et nous, notre revenu n'augmente

Que vous rapportent les veaux?
Il y a deux ans, ils nous étaient payés
90.000 AF; aujourd'hui, 36 à 40.000 AF. Et encore, certains acheteurs ne payent pas tout de suite.

EPUIS la mise en place du Marché Commun agricole, les neufs pays qui en font actuellement partie définissent théoriquement ensemble les grandes lignes d'une politique agricole commune. Un système compliqué de règlements, objet d'années de marchandages entre Etats, est censé permettre d'une part la libre circulation des produits agricoles à l'intérieur des pays européens, ainsi qu'une protection douanière commune face aux pays tiers; d'autre part le financement commun des différentes formes de soutien apporté à l'agriculture.

Les ministres de l'Agriculture des pays membres se réunissent au début de l'année pour définir, pour la campagne agricole à venir, le montant de la multitude des prix prévus par le règlement du Marché Commun. Il y a en effet une multitude de prix pour la même catégorie de produits. Pour ne citer que quelques exemples, il y a le prix que l'on affirme vouloir assurer au producteur, il y a le prix en dessous duquel on ne laisse pas entier des produits de pays tiers dans les pays du Marché Commun, il y a des prix minima auxquels des organismes officiels rachètent les produits agricoles en cas d'effondrement des cours, etc. Comme nous le disons par ailleurs, à de rares exceptions près, aucun de ces prix n'est véritablement garanti au petit paysan producteur lui-même. Néanmoins, les prix fixés à Bruxelles donnent une idée de l'orientation générale des prix agricoles durant l'année à venir, et c'est pourquoi les paysans sont sensibles à ce qui s'y discute.

Comme ces prix sont objet de marchandages entre des Etats aux pré-

L'escroquerie des prix

paysan touche l'argent qui doit à la fois rembourser ses dépenses et rémunérer son travail. Aussi le prix à la production auquel le paysan vend son produit a-t-il une importance capitale

pour lui.

L'Etat prétend garantir les prix d'un certain nombre de produits agricoles pour qu'ils ne tombent pas trop bas. Depuis la mise en place du Marché commun agricole, cette protection est censée intervenir au niveau européen. Les prix se discutent à Bruxelles. De temps à autre, la presse annonce que, grâce aux talents de négociateur du ministre de l'Agriculture du moment, le prix à la production de la viande de bœuf ou du lait va augmenter.

Ces hausses dont on fait si volontiers état ne se répercutent cependant pas entièrement au niveau du paysan. Voire même pas du tout.

Les prix sur lesquels portent ces hausses sont en général ce que les organismes officiels appellent dans leur jargon des « prix indicatifs » ou des « prix d'orientation ». Ces noms disent bien ce qu'ils veulent dire : ces prix indiquent ce qu'il serait souhaitable d'a teindre et nullement le prix minimum auquel le paysan est assuré de vendre son produit.

Pour les céréales pourtant, où dominent les capita'isles de l'agriculture, l'Etat et le Marché commun ont su trouver un sys!ème très efficace de garantie des prix. Un prix minimum est fixé au début de chaque campagne et l'Etat s'engage à racheter à ce prix l'ensemble de la production, de sorte que les cours ne peuvent pas tomber plus bas que ce minimum. Les producteurs de céréales bénéficient donc, directement et réellement, des hausses décidées sur ce prix garanti.

Il n'en va pas de même pour la viande et le lait, qui constituent la principale production de la majorité des pelits paysans. Pourtant, il existe bien un prix garanti, par exemple sur certaines catégories de viande bovine. Seulement, le prix minimum auquel un organisme d'Etat s'engage à racheter la viande porte sur les carcasses des animaux abatlus et non sur les bêtes vivantes. Comme les petits paysans n'ont pas le droit d'abattre eux-mêmes, cette garantie profite aux marchands de bestiaux ou aux chevillards, mais pas forcément aux petits paysans.

Autre exemple de tromperie, celui du lait. Là, la garantie de prix porte, non pas sur le lait livré, mais sur les produits transformés à partir du lait : beurre, poudre de lait. Cela signifie en clair que, lorsqu'une augmentation de prix est décidée pour ce produit, l'industriel ou la coopérative sont effectivement assurés de vendre leur beurre ou leur poudre de lait plus cher, mais ils ne sont nullement obligés de répercuter cette hausse sur le prix auquel ils achètent le lait du petit paysan.

occupations différentes et parfois contradictoires, les prix fixés ne satisfont généralement personne. C'est la commission de Bruxelles qui est également censée autoriser un Etat membre qui s'estime particulièrement lésé à prendre des mesures particulières en faveur de tel ou tel secteur

OU VA LE SOUTIEN DE L'ÉTAT ?

Lorsque l'Etat annonce qu'il a dépensé tant de milliards dans l'année pour soutenir les cours des produits agricoles et ajoute explicitement ou implicitement que c'est autant d'argent des contribuables dépensé pour aider les paysans, bien des petits paysans ont de quoi éprouver de la rage au cœur. Car, sur ces milliards, bien peu vont aux petits paysans qui en ont un besoin vital, pour la bonne raison qu'ils sont destinés à subventionner les capitalistes de

C'est ainsi, par exemple, que, sur les

6.318 milions de francs consacrés en 1968 au soutien des cours des produits agricoles, 3.116 millions ont bénéficié à trois productions seulement, les céréales, la betterave et les oléagineux (comme le colza) (Cf. : Lelong : Les marchés agricoles, coll. « Que sais-je? »). Or il s'agit précisément des productions où dominent les grandes exploitations de l'agriculture capita'iste. Et c'est précisé. ment grâce aux hauts prix garantis par l'Etat et financés par le budget que les capitalistes de l'agriculture trouvent dans ce secleur un taux de profit très comparable à celui de l'industrie.

UN PROGRAMME LES TRAVAILLE **POUR LES TRAVAILLEURS** DES CAMPAGNES

ES travailleurs doivent apporter leur soutien sans réserve aux luttes des petits paysans, même lorsqu'ils n'approuvent pas toutes leurs revendications. Mais il est indispensable que la classe ouvrière propose en même temps un programme de lutte aux classes laborieuses des campagnes, programme qui oriente les revendications de celles-ci dans la voie du combat conscient contre le Capital.

- L'ouvrier agricole est le frère de l'ouvrier industriel. Son combat se place tout naturellement sur la base du même programme que celui de l'ensemble de la classe ouvrière, dont le prolétaire des campagnes fait partie au même titre que le prolétaire des villes.
- Pour améliorer le pouvoir d'achat des petits paysans, pour assurer une juste rémunération de leur travail, il faut imposer aux capitalistes de l'industrie alimentaire et du commerce de prélever sur leur marge bénéficiaire de quoi augmenter les prix à la consommation. Les ouvriers et les paysans pauvres imposeront ensemble aux capitalistes de ces secteurs l'ouverture de leurs livres de comptes.
- Il faut interdire aux trusts de la chimie fabriquant les engrais. aux entreprises capitalistes de l'alimentation du bétail et du matériel agricole toute augmentation des prix au détriment des petits paysans. Le contrôle rigoureux des prix par les travailleurs de ces entreprises et par des comités de petits paysans débouchera inévitablement sur le contrôle de l'ensemble des activités de ces entreprises et sur leur fonctionnement dans l'intérêt des besoins réels des paysans producteurs.
- Tant que le petit paysan dépend du marché, donc du jeu des prix, la préservation de son pouvoir d'achat en période d'inflation passe nécessairement par l'échelle mobile des prix de ses produits. Cette échelle mobile des prix à la production pour les petits paysans doit être assortie de l'obligation, pour les intermédiaires capitalistes, de

donner la priorité de leurs achats aux petits paysans.

- De la même manière, doit être imposée aux sociétés de transport comme aux capitalistes de la distribution - notamment aux grandes surfaces l'obligation de prendre en charge, lorsqu'une récolte abondante menace de faire baisser les prix à la production, le transport et la distribution à prix coûtant des produits agricoles excédentaires, afin que consommateurs et producteurs puissent profiter des bonnes récoltes et non en être les victi-
- Priorité doit être assurée aux petits paysans dans l'attribution du crédit à taux réduit. L'application d'une telle mesure exige que les banques et les organismes de crédit agricole passent sous le contrôle des travailleurs.
- Contre l'exploitation de l'Etat capitaliste, les révolutionnaires revendiquent l'exonération d'impôts pour les petits paysans.
- L'accaparement des terres par des parasites de toute sorte (grands propriétaires fonciers, bourgeois des villes, négociants, etc.) prive des milliers de petits paysans de ce qui est pour eux un outil de travail indispensable. D'autres sont contraints de prélever sur leur revenu déjà faible un fermage, de s'endetter lourdement pour acheter de la terre a des prix élevés ou même simplement pour payer les dépenses d'héritage.

Les terres appartenant à des parasites doivent être confisquées par les communes au profit de ceux qui les cultivent réellement. Il appartient à la paysannerie pauvre de décider de quelle façon la terre enlevée aux propriétaires fonciers ou aux bourgeois devra être exploi-

Les terres cultivées par les petits paysans devront être délivrées de toutes charges, fermage, dette hypothécaire et toute autre forme de sujétion par lesquelles ces petits paysans sont contraints de verser un tribut à des catégories sociales

La lutte pour l'ensemble de ces mesures ne peut être poussée jusqu'au bout que par le renversement révolutionnaire du pouvoir de la bourgeoisie. En prenant le pouvoir dans les villes, les ouvriers créent les conditions indispensables pour que les petits paysans, débarrassés de l'emprise de l'Etat bourgeois, de sa police comme de ses percepteurs, puissent exercer euxmêmes le pouvoir dans les cam-

La classe ouvrière apportera son soutien à la petite paysannerie pour que celle-ci prenne le contrôle des conditions de transport et de distribution de ses produits. En prenant le contrôle des grandes banques et des grands trusts fournisseurs de matériel, elle créera des conditions de crédit, d'achat et de vente infiniment plus favorables aux petits paysans.

Dans les campagnes, la classe ouvrière soutiendra les petits paysans contre les gros. Elle apportera toute son aide fraternelle aux petits paysans. pour qu'ils s'organisent en vue d'exercer le pouvoir dans les campagnes, ainsi que, s'ils le désirent, en vue d'assurer la production et la commercialisation de leurs produits en asso-

Les coopératives regroupant les petits paysans, à l'exclusion des gros et à plus forte raison à l'exclusion des bourgeois du négoce ou de l'industrie alimentaire, pratiquant une rigoureuse démocratie sur la base du principe de « un homme - une voix », pourront jouer un rôle important. Dans le système capitaliste, alors que les coopératives sont dominées de l'intérieur par les plus gros paysans, voire par une administration incontrôlée, alors qu'elles sont dominées de l'extérieur par le grand Capital des banques, du négoce ou de l'industrie, elles ne peuvent être qu'un moyen supplémentaire d'assujettir les petits paysans. Débarrassés de la domination du Capital, elles seront un moyen efficace pour améliorer les conditions d'existence des petits paysans.

Le prolétariat au pouvoir vise à transformer l'organisation de la société sur la base d'une production socialisée. Il appartient aux petits paysans, aux ouvriers agricoles, et à eux seuls, de déterminer de quelle manière et à quel rythme les campagnes participeront à cette transformation sociale. Toute mesure dictée aux couches travailleuses des campagnes contre leur volonté ne peut être que néfaste, car elle dresse l'une contre l'autre les deux classes dont l'alliance est indispensable pour éviter ce qui serait une catastrophe pour les deux : le retour de la domination du Capital exploiteur.

Arlette LAGUILLER

UN GACHIS (A UNE F

ERIODIQUEMENT, des paysans en colère jettent et brûlent en place publique des fruits, des légumes, de la viande même. Et les images de ces destructions choquent tous ceux qui n'ont pas la possibilité d'acheter tous les jours ces produits.

Mais les paysans sont-ils responsables de cette situation? Non!

Les sociétés de distribution qui règnent sur le commerce n'achètent des produits aux cultivateurs que pour faire des bénéfices en les revendant.

Lorsque, à la suite d'une bonne récolte ou même d'une récolte simplement normale, les prix à la production commencent à baisser sérieusement, les distributeurs stoppent généralement leurs achats.

D'une part ils ne veulent pas se retrouver avec de la concurrence et d'autre part il faut que les produits qu'ils vendent valent un prix suffisant, pour permettre ce qu'ils appellent un

bénéfice rémunérateur ». Quand ce n'est pas assez cher, cela ne paye pas, à leurs yeux. la surface que cela occupe dans un hyper, un super ou un simple marché. Alors, les capitalistes du commerce préfèrent ne

rien acheter. Et voient leurs récolt le produit d'un leur rester sur le

Bien sûr, tout perd, sauf les req tribution. Les pays mois de travail. avec des dettes. L teurs paient au pr

Devant des prix su œufs, le vient de p sures desti le marché cipale, la anticipé de de pondeus du cheptel

DES D

En 1968, pa vaise comme Tomates: Choux-fleur Pommes: Poires: 61. Pêches: 8 En gros : proche et loi et en fruits p

" CRISE " Les agriculteurs dép du marché

N huit mois, entre décembre 1972 et août 1973, le prix du soja a augmenté de 500 %.

Le soja est une plante oléagineuse très riche en protéines. Elle est particulièrement intéressante pour la fabrication industrielle d'aliments pour le bétail (on les appelle aliments composés, pour les différencier des aliments naturels comme le fourrage ou les céréales). Les USA sont les principaux exportateurs de soja et ont conquis le marché européen, créant un véritable besoin en permettant d'élever un plus grand nombre

d'animaux sur un face de prairie : e de 20 % de l'alir male serait à ba composés et ce drait 80 % aux P dire la dépendanc vis-à-vis de la soja américain.

En Europe, en c duction bovine a 22 % et celle du mais la productio n'a absolument p L'augmentation de de viande et de la uniquement au m

Le régime de Sécurité so

La plupart de ceux qui travaillent dans l'agriculture ne sont pas au régime général de Sécurité sociale. Même les ouvriers agricoles ne sont pas au régime général. Ils sont tous assurés à la Mutuelle Sociale Agricole.

A part quelques tout petits métayers, qui sont assimilés à des ouvriers agricoles par la mutuelle, les petits exploitants agricoles familiaux, qu'ils soient petits propriétaires ou fermiers ou encore métayers, n'ont pas tous les avantages de la Sécurité sociale du régime général : par exemple, ils n'ont droit à aucune indemnité en cas de maladie. Quand ils sont malades, il ne leur est remboursé que les frais médicaux ou hospitaliers. La Mutuelle ne couvre pas les frais d'accidents, ni privés ni du travail, ni les maladies professionnelles!

Comment est alimentée cette caisse de mutuelle pour les exploitants agricoles ?

- A 27 %, elle est alimentée par les cotisations des exploitants eux-mêmes.

URS DE LA TERRE

faire-valoir direct

fermage, métayage

QUI PROFITE POIGNÉE

les paysans es, c'est-à-dire an de travail, s bras.

le monde y uins de la disans, après des se retrouvent es consommax fort des produits frais en pleine saison, sans parler de ceux, les vieux travailleurs en particulier, pour lesquels ils restent inabordables. Mais pourvu que les capitalistes de la distribution maintiennent leurs profits, qu'importe à l'Etat que les paysans vivent mal et que les citadins soient mal nourris!

ND LE GOUVERNEMENT DE LES AGRICULTEURS

dégradation le marché des gouvernement endre des meées à assainir vicole. La prinpici : l'abattage deux mi llons es (pius de 6 % total). Les producleurs toucheront une indemnité de un franc par kilo de volaille abattue. Mais qu'adviendra-t-il de la viande ainsi obtenue, puisque le marché de cette denrée risque également d'être engorgé ? Sera-t-elle détruite ?

ESTRUCTIONS MASSIVES

r exemple, année de bonne récolte, ou de maucialisation, on a détruit :

2.000 tonnes. 5 : 19.000 tonnes. 21.000 tonnes.

000 tonnes.

l'approvisionnement de Paris et sa banlieue, taine, en légumes frais pendant plusieurs jours endant une saison.

endent des requins mondial

e même surn France, plus nentation anise d'aliments chiffre atteinsys-Bas. C'est e de l'Europe production de

ix ans, la proaugmenté de lait de 10 %, n de fourrage as augmenté. la production it se fait donc oyen de cette nourriture industrielle. La demande ne cessant d'augmenter (25 % d'augmentation en Europe, où la production intérieure du soja ne couvre que 4 % des besoins), cette situation de monopole permet aux exportateurs US de soja d'augmenter leurs prix (les autres pays producteurs, Brésil et Chine, n'exportent pratiquement pas).

Que les importations de soja s'arrêtent et l'on devra abattre une partie du cheptel, car on ne disposera pas de pâturage suffisant pour nourrir tout le bétail.

ciale chez les paysans

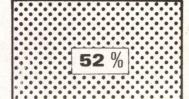
Seulement 2 % proviennent des taxes sur les produits agricoles (céréales, betteraves, tabac), produits qui pourtant assurent de gros revenus aux exploitants capitalistes du Nord et du bassin parisien, car les prix de ces produits sont élevés et garantis par l'Etat.

— Les 71 % qui restent proviennent de taxes diverses : un tiers de la TVA; un tiers de subvention du budget général.

Cette mutuelle assure pour la maladie, la vieillesse, les allocations familiales.

Les retraites sont versées si l'exploitant agricole a cotisé à la Mutuelle Sociale Agricole durant quinze ans. Elles sont notoirement insuffisantes. En effet, beaucoup de petits propriétaires (40.000 en 1966) ont cédé ou vendu leur exploitation — souvent à leur liss — pour pouvoir toucher une « indemnité viagère de départ » qui constitue un complément important de retraite.

par rapport a la surface agricole utile



faire-valoir direct

La France est un pays de petite propriété où domine le faire-valoir direct, celui où le propriétaire est en même temps celui qui met la terre en valeur. 52 % de la surface agricole, représentant deux tiers environ des exploitations agricoles, sont en faire-valoir direct.

65 %



fermage

Le fermage - où l'exploitant paie un loyer pour sa terre représente environ 44 % de la surface agricole et concerne 32 % des exploitations. C'est le mode de faire-valoir dominant pour les exploitations de type capitaliste. Il est particulièrement répandu dans le Nord et le bassin parisien, où sont concentrées la plupart des grandes fermes productrices de céréales. Mais le fermage constitue aussi pour de nombreux petits paysans la seule possibilité d'agrandir une exploitation exi-



mmmmm

métayage

Enfin, le métayage - où l'exploitant partage sa récolte avec le propriétaire du sol - qui constitua naguère le mode d'exploitation dominant parmi les petits paysans, ne représente plus guère que 4 % environ. Mais, dans la mesure où, dans ce cas, c'est le propriétaire qui se charge de tout ou partie des investissements (bâtiments, machine et parfois cheptel) contre une partie de la récolte, c'est souvent le seul moyen pour un ouvrier agricole de devenir exploitant, en particulier dans les régions pauvres du Centre.

annunumumumumum

3%

En Ille-et-Vilaine :

par rapport

au nombre

d'exploitations

Acheter ou louer la terre : un cercle vicieux

M. L., fermier sur 25 hectares en Illeet-Vilaine, n'a pas de grief particulier
contre son propriétaire. Sa famille est sur
la même ferme depuis trois générations.
Mais il a l'impression que la loi n'est guère juste. Son père avait fait des efforts
pour améliorer certaines terres par drainage, il y a quarante ans. Le propriétaire
voit aujourd'hui sa terre augmenter de
valeur, alors qu'il n'a rien déboursé pour
l'améliorer. En effet, quand les investissements faits par le fermier sont considérés
comme amortis, ils sont acquis au propriétaire.

Et si demain le propriétaire veut vendre, L. devra lui racheter la terre, à un prix d'autant plus élevé que la terre sera meilleure. S'il ne peut pas acheter, il pourrait alors devoir quitter cette terre. Et rien ne dit que L. disposerait d'une somme suffisante, même en empruntant. En tout cas, il serait obligé de s'endetter lourdement, et ce serait dur.

C'est le cas aussi de nombre de ses collègues propriétaires exploitants. La terre est à eux : ils hésitent moins pour investir, mais ils ont de lourdes dettes.

« Le problème de la terre, c'est un cercle vicieux pour le paysan », conclut-il.

En Meurthe-et-Moselle:

Dans une ferme collective

C'est un jeune agriculteur de Meurtheet-Moselle qui exploite un GAEC (une ferme collective) en association avec cinq autres. Ils emploient un aide-familial et un ouvrier.

Pourquoi vous êtes-vous mis en GAEC ?

Pour améliorer nos conditions de travail. Nous pouvons avoir des journées libres, aller en vacances, parce que nous sommes six. Si je ne suis pas là, les cinq autres s'organisent pour faire le travail courant; je peux partir. Tandis que, si j'étais tout seul... On a un congé annuel d'une quinzaine de jours, un dimanche sur trois et un autre où on ne travaille que deux ou trois heures.

On immobilise moins de capitaux pour produire autant, parce que c'est plus or-

ganisé, le matériel est mieux utilisé.

Par exemple sur le GAEC il y a cinq tracteurs : si on travaillait chacun dans son coin, au lieu d'avoir cinq tracteurs on en aurait six ou sept en tout.

Comment es-tu payé ?

On se réserve un salaire, le même pour tous, 1.400 F par mois, et le GAEC prend en charge un certain nombre de services (électricité, chauffage, loyer). Pour comparer avec un salaire d'ouvrier, je pense que ça ferait 2.200 à 2.400 F, pour 55 heures de travail par semaine.

Qu'en pensent les paysans du voisinage?

Ils sont plutôt méfiants, parce que c'est une grosse ferme (même si ça ne fait que 30 hectares par personne, ce qui est peu). Les grosses fermes sont faites pour manger les petites, c'est comme cela que ça se passe. Il y a des GAEC qui pratiquent ce jeu-là.

Pour toi, quel est l'intérêt principal du GAEC ?

C'est de se libérer. Quand on discute maintenant, on ne se voit pas, surtout les jeunes, travailler tout seul : ce n'est pas marrant. Tu peux toujours discuter avec tes vaches, elles ne te répondront pas.

C'est quand même important : quand on travaille à plusieurs, on peut discuter, échanger des idées, s'instruire.

La commercialisation des fruits et légumes

ES producteurs agricoles, quand ils sont trop faibles pour assurer eux-mêmes la première étape de circulation de leurs produits, doivent faire appel à des groupements spécialisés, coopératives ou comptoirs de vente, qui assurent le ramassage des denrées à partir de l'exploitation elle-même ou du marché local.

Dès cet instant, le paysan est soumis pieds et poings liés à l'emprise des intermédiaires.

A côté du circuit grossiste, le circuit direct assure environ 70 % de la commercialisation des fruits et légumes, mais laisse le paysan tout aussi démuni.

Aux halles régionales, de plus en plus transformées en marchés d'intérêt national, équipées, liées directement au rail et à la route et dotées d'une réglementation commune, se retrouvent les intermédiaires, mandataires des producteurs, approvisionneurs (ramasseurs-vendeurs). La vente à la commission est la règle pour les denrées périssables. Elle se fait essentiellement aux dépens du producteur, car elle permet au revendeur de ne pas prendre de risques. La part minimum qui revient au commissionnaire est fixée, quels que soient les aléas de la vente au

semi-grossiste ou détaillant. Le paysan n'a pour seul privilège que de subir les conséquences de la mévente.

Et tous les systèmes mis en place à l'heure actuelle accentuent cela. Ainsi, certains professionnels des centrales d'achat du commerce intégré (style Carrefour ou Monoprix) préconisent même une facturation après vente qui leur permet d'absorber le maximum de denrées sans avoir à craindre une conjoncture défavorable, le lot n'étant facturé qu'après la transaction en fonction des con-

ditions de vente.

En théorie, il existe une réglementation destinée à limiter les spéculations abusives. En fait, commissionnaires et grossistes, au travers d'ententes ou par le jeu du cumul des fonctions (un même courtier peut être mandataire de producteur et pratiquer des achats pour son compte), tiennent à la fois l'approvisionnement et les débouchés.

Les dindons de la farce, ce sont les paysans d'un côté, les petits détaillants et les consommateurs de l'autre.

PRODUCTEUR DE LÉGUMES DU COTÉ DE SAINT-MALO

Dans la région de Saint-Malo, les paysans produisent des légumes de plein champ : pommes de terre de primeurs, choux-fleurs d'automne et poireaux essentiellement.

"Il faudrait qu'on puisse informer les consommateurs », nous a dit l'un d'entre eux. « Les gens se font rouler. Pour nous, c'est toujours choquant de voir l'écart entre le prix auquel nous vendons et celui que paient les consommateurs. » "En ce moment (le 14 février 1975), on vend les poireaux 30 centimes le kilo, à peu près. A ce prix-là, on ne gagne pas notre croûte. A Saint-Malo, à 10 km, il paraît qu'ils sont vendus 2 F le kilo.

Un autre exemple: les choux rouges. On les vend 25 centimes pièce, 50 centimes avec l'emballage de départ, en comptant large. Au supermarché voisin, ils vendent un demi-chou rouge sous cellophane 2 F. Il y a le cellophane, mais tout de même..., ».

LES TRAVAILLEURS DE LA TERRE

Du syndicalisme officiel...

A FNSEA (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) est, avec ses 800.000 adhérents, le principal syndicat du monde paysan. Il regroupe principalement les chefs d'exploitation agricole.

Née après la Deuxième Guerre mondiale, nombre de ses dirigeants venaient de la « Corporation Paysanne » — mouvement corporatiste et pétainiste. Aujourd'hui, ce syndicat

> Coopératives de vente et adhérents

Nées à la fin du XIX siècle et au début du XX, dans un but de défense collective des producteurs de la campagne face aux capitalistes de l'industrie et du commerce, ainsi que face aux crises agricoles, les coopératives de vente tiennent une grande place dans l'agriculture française : de 50 ³/₀ pour le lait jusqu'à 80 ⁰/₀ pour le blé.

A l'origine, quelle que soit la taille de son exploitation, chaque paysan adhérant à la coopérative avait en principe le même polds dans tous les votes. Principe énoncé par la formule : « un homme - une voix ». Mais, dans les fails, les intérêts des gros exploitants pesaient plus que ceux des petits, aux yeux de leurs dirigeants. La législation est en passe de légaiser cet état de fait : des lois récemment votées prévoient la parlicipation des adhérents en fonction de leur apport de capital.

Aujourd'hui, les coopératives qui ne végètent pas, incapables de rendre à leurs adhérents les services dont ils ont besoin, sont en fait de grosses soclétés capitalistes. Grossir ou végéter, voire disparaître, les coopératives n'échappent pas à la concentration : 7 % des coopératives réalisent 60 % du chiffre d'affaires coopératif.

Aussi, fréquentes sont aujourd'hui les luttes menées par les petits paysans contre leurs propres coopératives. est largement dominé par les gros propriétaires, par les capitalistes des céréales et de la betterave du bassin parisien et du Nord-Picardie.

La FNSEA participe à de nombreuses commissions gouvernementales, c'est un syndicat tout à fait intégré à l'appareil d'Etat, dont il reçoit les

Il est constitué de fédérations départementales, les FDSEA, qui peuvent jouir d'une certaine autonomie. C'est ainsi que, lors de la première grande vague de luttes paysannes après la guerre, en 1953, dix-sept fédérations de départements du Centre où dominait la petite et moyenne paysannerie, mécontents de la politique timorée de la FNSEA face à la dégradation de la condition des petits

paysans, se sont réunies à Guéret, pour constituer le « Comité de Guéret ». Ce comité, qui prendra des positions beaucoup plus radicales et antigouvernementales que la FNSEA, jouera pendant de longues années un rôle important dans l'organisation des luttes paysannes (barrages, ventes directes, etc.).

Le CNJA (centre national des jeunes agriculteurs), constitué en syndicat et affilié à la FNSEA depuis 1954, est issu d'un mouvement de jeunes agriculteurs, au sein duquel la JAC (jeunesse agricole chrétienne) jouait un rôle essentiel. Aujourd'hui encore, 50 % des cadres du CNJA viennent de la JAC. Le CNJA a joué en son temps un assez grand rôle pour substituer un syndicalisme militant au syndicalisme de notables de la FN SEA. Il a également été un syndicat parfois plus radical, et en tout cas plus ouvert aux idées nouvelles. Actuellement, cependant, peu de choses séparent la FNSEA du CNJA. Ainsi Debatisse, qui était un des leaders les plus virulents du CNJA, est aujourd'hui le principal dirigeant de

Il existe enfin un syndicat agricole plus franchement orienté vers la droite, la Fédération Française de l'Agriculture, fondée en 1969 par des notables du Centre et de l'Ouest.

...au syndicalisme contestataire

ES heurts de plus en plus fréquents depuis 1953 entre la FNSEA et certaines de ses fédérations départementales, où dominaient les petits ou moyens paysans opposés aux gros agrariens qui étaient à la tête de la fédération nationale, avaient abouti à l'exclusion d'un certain nombre de fédérations départementales. Un certain nombre de ces fédérations exclues se sont réunies le 7 avril 1959 à Toulouse avec d'autres fédérations qui, tout en restant à la FNSEA, étaient dirigées par des hommes de gauche, pour créer le MODEF (mouvement de défense des exploitants familiaux agricoles). Vingt-trois départements du sud de la Loire avaient participé à

cette création, appuyée par le PCF.

Bien que le gouvernement lui refuse la représentativité sur le plan national, le MODEF est devenu une organisation importante, implantée surtout chez les petits et moyens exploitants, dans les départements où ceux-ci sont nombreux. Un certain nombre de membres du PCF continuent à y jouer un rôle important. Aux récentes élections à la chambre des agriculteurs, le MODEF avait acquis dans ces départements près du tiers des voix. Pour hâter sa reconnaissance officielle, le dernier congrès du MODEF, tenu le 2 mars dernier, a décidé de se transformer en



Le socialisme : des villes à la campagne, ou la campagne à la ville ?

A naissance de la civilisation a été inséparable de celle des villes. Mais si celles-ci ont été les centres où s'est concentré l'essentiel de la vie culturelle, elles ont toujours dépendu des campagnes pour leur alimentation. Cette situation n'est pas aujourd'hui différente de ce qui existait dans l'Antiquité ou au Moyen Age. La population rurale ne représente plus qu'une minorité dans les pays capitalistes avancés car les villes ont vu leur population se développer en même temps qu'une nouvelle classe de producteurs : la classe ouvrière. Mais les campagnes vivent toujours en marge de la vie culturelle urbaine et d'une grande partie du progrès technique.

Cette opposition millénaire entre la ville et la campagne, seul le socialisme pourra la faire disparaître, parce que seules la disparition de la propriété privée et la socialisation de l'ensemble des moyens de production, aussi bien les usines que la terre, pourront permettre d'obtenir les produits de la terre par des méthodes aussi rationnelles que celles qui sont utilisées dans l'industrie. Ces changements feront disparaître la sujétion par rapport à la terre et permettront aux producteurs agricoles d'intégrer pleinement la vie sociale en transformant radicalement leur mode de vie. Faire en sorte que ceux-ci, comme tous les producteurs de l'industrie, ne consacrent qu'un nombre minimum d'heure par jour à leur travail et puissent utiliser une partie importante de leur temps à se cultiver, dans un milieu aussi riche en possibilités que peut l'être une ville où se côtoient des milliers d'hommes aux compétences et aux goûts divers, serait en effet un problème facilement soluble dans une société ne se donnant plus pour but la recherche du profit pour une minorité.

Sans compter que le progrès technique permet aujourd'hui d'entrevoir le moment où l'homme ne sera même plus tributaire de la terre pour subvenir à son alimentation. Dans la société capitaliste, où les intérêts privés constituent un frein puissant au progrès technique, une telle perspective n'est guère envisageable. Mais il n'en serait pas de même dans une société socialiste, où ce sera peutêtre, au contraire, une solution d'avenir.

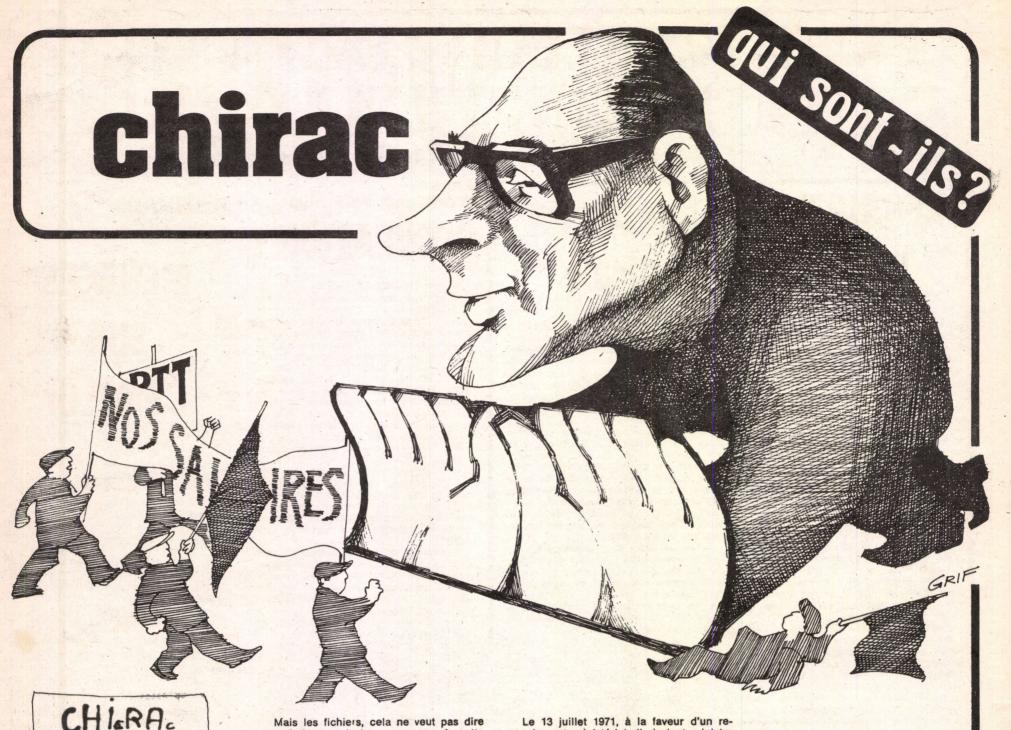
Les sociétés de demain vivront peut-être de végétaux cultivés en usines ou en laboratoires, dans des milieux complètement artificiels, affranchis des contingences de climat et de météorologie, et capables d'assurer un rythme de récoltes et une productivité inconnus jusqu'ici ; de tissus animaux provenant de cultures en laboratoires ; voire, pourquoi pas, de produits alimentaires entièrement synthétisés par l'homme. Et ce n'est pas une perspective inquiétante par elle-même, car tout le problème est de savoir dans l'intérêt de qui aura lieu cette évolution, dans le cadre de quelle société elle se situera.

Si c'était dans le cadre du capitalisme, elle ne pourrait effectivement se faire que dans le seul intérêt des trusts de l'industrie alimentaire et se traduire que par une diminution de la qualité de ce qui est offert aux consommateurs, comme c'est déjà le cas aujourd'hui pour les produits agricoles. Mais dans le cadre d'une société socialiste, où les intérêts de la collectivité humaine seront l'impératif primordial, pourquoi l'homme continueraitil à tirer son alimentation en vivant en parasite sur la nature, tout comme il y a des millénaires?

Industrialiser la production alimentaire ne serait pas une mauvaise chose, bien au contraire. Ceserait en effet la seule manière, après des siècles pendant lesquels l'homme a défiguré le visage de la terre, rompu de nombreux équilibres naturels, de rendre à la nature la plus grande partie de la surface de notre planète.

A quel rythme se ferait une telle évolution? Personne ne peut évidemment le dire aujourd'hui. Mais ce qui est certain, c'est que, loin de s'arrêter à une simple mécanisation de l'agriculture un peu plus poussée que celle qui existe aujourd'hui, à l'exploitation collective de la terre, le socialisme ouvrira sans doute la voie à une transformation bien plus fondamentale des rapports entre l'homme et la nature, libérant celui-là des contraintes du travail de la terre et celle-ci des déprédations humaines.

François DUBURG.



CHIERA.
CHIRA PAS
CHIRA SUR



Jacques Chirac est né en 1932. Son père fut directeur de banque, puis directeur d'une des filiales des avions Potez.

En 1951, il est à l'école des Sciences politiques. Il se sent alors quelques faiblesses pour la gauche. « J'ai « flirté » avec les socialistes qui étaient dirigés par un garçon que j'estime et que j'alme beaucoup... Michel Rocard ». Et, curieusement, il ajoute : « Les trouvant trop coment, il ajoute : « Les trouvant trop converteurs, trop à droite, je n'y suis reste que quelques mois et je suis parti. Il n'y avait à l'époque ni PSU, ni gauchistes, ni maoïstes ».

En fait, Chirac entre sagement à l'ENA en 1952 (école nationale d'administration),

A GAUCHE... PUIS A DROITE

puis fait son service militaire en 1955. Il éprouve alors quelques difficultés pour être nommé officier. En effet, parce qu'il avait, du temps où il était lycéen, signé « l'Appel de Stockholm », pétition dont le Parti Communiste était à l'origine, il était fiché comme communiste

Mais les fichiers, cela ne veut pas dire grand-chose, n'est-ce pas, car à cette époque il est plutôt « Algérie française ».

En 1956, il épouse une demoiselle Chodron de Courcel, issue d'une famille où l'on rencontre industriels, propriétaires et diplomates

Nommé, à sa sortie de l'ENA, auditeur à la Cour des Comptes, il commença vé-

DE LA FIDELITÉ A POMPIDOU...

ritablement sa carrière politique en 1962, lorsqu'il entra comme chargé de mission au cabinet de George Pompidou. Il était alors chargé des questions relatives aux investissements, aux équipements et au tourisme.

En 1967, il est désigné pour disputer à la gauche le siège qu'elle détient dans la troisième circonscription de la Corrèze (Ussel). Il mène sa campagne rondement se flattant d'obtenir des subventions pour les collectivités locales avant même d'être élu. Ses relations dans les coulisses du gouvernement lui permettent de donner un certain crédit à de telles promesses et d'acquérir la popularité voulue auprès des notables de sa circonscription. Député, il entra au gouvernement comme secrétaire d'Etat aux Affaires sociales. Pour faire quelque chose, il débaptisa les Bureaux de Chômage et en fit des bureaux de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, ce qui ne changea rien à rien au problème du chômage, bien sûr, mais le fit pompeusement.

Après les élections de juin 1968, il est nommé secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances. A ce titre, il déclara le 27 mai 1969, devant l'Assemblée nationale . « Trois milliards de francs d'allègements (fiscaux) pour les non-salariés, est-ce que les représentants les plus éminents de ces catégories auraient pu imaginer il y a seulement deux mois que l'on irait si loin ? ».

En juin 1969, Chaban devient Premier ministre: Giscard étant ministre des Finances, Chirac reste secrétaire d'Etat aux Finances. Il prend position, en cette période où la spéculation sur la monnaie bat son plein, contre la levée du secret bancaire.

Le 13 juillet 1971, à la faveur d'un remaniement ministériel, il devient ministre à part entière et chargé des relations avec le Parlement. Un an plus tard, en juillet 1972, il devient ministre de l'Agriculture.

C'est alors que Le Canard Enchaîné le baptise Château-Chirac et fait savoir à qui veut l'entendre que Chirac a acheté dans le centre de la France un château qui a été classé immédiatement monument historique, ce qui permit à Chirac de déduire de ses déclarations d'impôts les frais de restauration de son « monument » et, ainsi, de ne payer pratiquement pas d'impôts durant deux ans.

Mais cela ne nuira cependant pas à sa carrière politique. Début 1974, il passe de l'Agriculture au ministère de l'Intérieur, en remplacement de Marcellin. Un UDR remplace un Républicain Indépendant. La

... AU RALLIEMENT A GISCARD!

santé de Pompidou étant de plus en plus chancelante, les UDR et les RI, le parti de Giscard, se préparaient-ils à entrer en lutte et l'UDR voulait-elle détenir le poste-clé de l'Intérieur? Si oui, ce fut un mauvais calcul. Pompidou meurt le 2 avril et, aussitôt, Chirac passe avec armes, bagages et renseignements dans le camp de Giscard contre Chaban. En récompense, Giscard en fera son Premier ministre. Et, dans un deuxième temps, Chirac se fera élire à la tête de l'UDR. Mais, après cela,

NOUS
SOMMES
PRETS A DISCUTER
MAIS DE TOUTE
FAÇON, C'EST MON
AVIS QUI COMPTE

« Le gouvernement a l'intention d'utiliser systématiquement toutes les ressources de la concertation, nous n'avons pas l'intention d'imposer des solutions mais de les élaborer en commun avec les partenaires sociaux », explique Chirac le 21 juin 1974.

Le 18 novembre, il précise ce qu'il entend par concertation : « La politique économique du gouvernement n'est pas négociable. »

Mais, à part cela, on peut discuter de la pluie et du beau temps.

que reste-t-il à Chirac comme perspectives ? Une nouvelle ascension ? Ou la chute ?

Chirac défenseur des parias

Intervenant en septembre 1971 dans la discussion sur l'incompatibilité entre la fonction de député et celle d'homme d'affaires, à la suite du scandale de la Garantie Foncière, dans lequel était impliqué le député UDR Rives-Henrys, Chirac prit la défense des industriels.

des industriels. On assiste, déclare-tII, « à une grande campagne tendant à interdire à une certaine classe de la société — les industriels — l'accès au mandat parlementaire. Je ne vois pas pourquoi on créerait aujourd'hui une nouvellé classe de parias: l'expérience prouve que cette classe n'a jamais fait l'objet de suspicions particulières.

li n'y a jamais eu d'industriels directement mêlés à des scandales ».

Et indirectement ?

Comme on voit, M. Chirac a de l'humour. Ce seraient les industriels, les parias de notre société. Heureusement qu'ils ont M. Chirac comme défenseur!

LES TRAVAILEURS

RENAULT : <u>les limites de</u> la tactique syndicale

Négociations promises pour le 18 mars, puis repoussées au dernier moment par la direction, nouveaux appels à la négociation de la part des organisations syndicales, conférences de presse quotidiennes de la CGT, le conflit Renault continue de tenir la « une » des journaux. Et, par la volonté gouvernementale, il prend aujourd'hui valeur de test, valeur d'épreuve de force sur le plan social et même politique, entre les syndicats et les partis de gauche, d'une part, et le gouvernement, d'autre part.

Epreuve de force ? Le mot doit être ramené à ses justes proportions. Car, vu du côté des travailleurs de la Régie, il n'y a guère eu d'initiative syndicale pour les appeler à agir ou à réagir contre les manœuvres d'intimidation de la direction. Lorsque, au mois de février, le succès de la grève des caristes a développé pendant quelques jours un climat propice à une offensive générale, on a vu les organisations syndicales de la Régie, tant CGT que CFDT, se préoccuper avant tout de

limiter les débrayages.

Tout risque d'extension écarté, la CGT a pu continuer d'entretenir une agitation limitée chez Renault qui, sauf à l'usine du Mans, a été plus visible dans les colonnes des journaux que dans les ateliers de la Régie, tant elle a été prudente. Mais c'est justement parce que les limites de cette agitation étaient tracées par avance que la direction a pu répondre, de son côté, par une série de mesures d'intimidation : licenciement d'une dizaine de travailleurs, dont trois délégués du personnel (le sort de ceux-ci reste suspendu à la décision de l'inspecteur du travail), réductions d'horaire de une heure quinze à deux heures par jour ensuite, journées chômées entières enfin. Toutes ces mesures se soldent déjà, pour les travailleurs, par des pertes de salaire très importantes.

> CE QU'A PERDU UN OS DE BILLANCOURT

Depuis le mardi 4 mars, les travailleurs de l'île Seguin à Billancourt chôment deux heures par jour. Ils ont donc déjà perdu ainsi 24 heures (dont 10 heures supplémentaires) soit près de 300 F pour un OS à 11,60 F de l'heure (taux maxi).

Ils ont chômé également lundi 17 mars : perte 90 F.

Et la direction peut maintenant brandir le chantage au report des négociations.

C'est que la direction de la Régie a, dans cette épreuve de force, une marge de manœuvre bien plus grande que les syndicats. Ceux-ci se gardent bien de mobiliser les travailleurs et d'engager l'ensemble de leurs forces dans la lutte. Ils se contentent de menacer de le faire. A l'opposé, la direction n'hésite pas à réduire la production de la Régie pour frapper les travailleurs au porte-monnaie et peut menacer de maintenir l'horaire réduit aussi longtemps qu'il le faudra. En même temps, elle peut commencer à développer une campagne contre ces salariés de Renault, privilégiés du point de vue de l'emploi et des salaires et qui ont encore l'audace de revendiquer...

Tel est le cadre dans lequel se déroule

Tel est le cadre dans lequel se déroule l'affrontement entre syndicats et direction. La tactique de la CGT limite à l'avance la lutte des travailleurs et, par conséquent, limite aussi les avantages qu'ils peuvent tirer de celle-ci. Mais, et c'est ce qui est grave, elle ne limite pas les coups que la direction peut leur porter.

André FRYS.

Amisol (Clermont-Ferrand)

OCCUPATION!

Amisol, 270 salariés, plus de trois mois d'occupation dans une usine qui ne veut plus tourner.

On y travaillait l'amiante avec des machines archaïques, sans sécurité. On y mourait lentement de l'asbestose, maladie des poumons du même genre que la silicose. Depuis le 6 décembre, le patron a déposé le bilan. Le 13, le syndic décidail l'arrêt de l'exploitation. C'est le drame du chômage pour les travailleurs d'Amisol avec leurs poumons abimés par l'amiante, ils ont encore moins de chance que d'autres de retrouver un emploi.

Régulièrement, ils vont en manifestation à la préfecture réclamer du travail. On leur répond de patienter. Dernièrement, ils ont dû occuper pendant deux heures l'Agence Nationale pour l'Emploi pour qu'on cesse de les lanterner et de les diviser avec des propositions de place de femme de ménage pour certaines femmes.

Décidées à tenir, les travailleurs d'Amisol bloquent pour plus de 150 millions de stocks, dont des pièces pour un méthanier en panne vers Marseille et des bagues pour des camions Berliet commandés par la Chine.

Les pouvoirs publics font le moins de bruit possible, les travailleurs d'Amisol doivent d'abord briser un mur de silence. Carbone-Lorraine

MENACES

SUR

L'EMPLOI

Jeudi 13 mars, la direction informait le Comité d'Entreprise de la situation du service Résistances, secteur divisé en deux ateliers, l'un à Gennevilliers, l'autre à Valence.

Depuis plusieurs mois la situation se dégrade : le travail diminuant, l'horaire avait été temporairement réduit à 36 heures à Valence et à Gennevilliers, déplacements et mutations s'accéléraient.

La direction vient de décider :

 A Valence, l'horaire est maintenu à 36 heures pour toute l'année;

— A Gennevilliers, six OS sont mutées comme femmes de ménage et pour douze autres effectuant des remplacements, l'avenir est incertain.

A l'annonce de ces mesures, cent cinquante personnes se rassemblaient devant les bureaux de la direction à l'appel de la CGT et de la CFDT pour exiger la garantie de l'emploi et du

Ces mesures sont d'autant plus scandaleuses que, sur certains postes, il y a trop de travail et que la direction essaye de les faire tourner en continu.

Les travailleurs du Montage et ceux du Banc Vienne sont toujours en grève. Lundi 17, les caristes n'ont pas reconduit leur grève mais les secteurs en lutte sont toujours aussi déterminés. D'ailleurs les travailleurs du Blanc Vienne ont décidé d'envoyer des représentants au comité de grève qui ne représentait que ceux du « V ».

Mais la direction refuse toujours de négocier avec les grévistes malgré les délégations syndicales répétées. Elle a même donné un avertissement au délégué CFDT du « L » qui collectait dans son bâtiment. En effet des collectes ont commencé mercredi dans les ateliers et les grévistes envisagent d'en organiser à la porte des autres usines et sur les marchés.



Dans cette même période, deux samedis ont été chômés : perte 140 F.

A l'heure actuelle, pour un OS au taux maxi, il manquera donc au moins 530 F sur la paie du 7 avril.

Un sacré trou. Et encore, ce n'est pas fini

SAVIEM (Limoges) :

Montage et Banc-Vienne toujours en grève



Mercredi 12 mars

cafeteria flunch (centre commercial Massena): en grève depuis mardi pour réclamer la paie de février, une augmentation des salaires, le paiement des heures supplémentaires et la sécurité de l'emploi.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE - Quimper : grève illimitée avec occupation pour l'intégration des primes dans le salaire.

CEGEDUR - PECHINEY - Biesheim (800 ouvriers) : grève illimitée pour 1.800 F minimum et une prime de 100 francs au titre de progression du pouvoir d'achat.

GAMA - Allier : occupation de l'entreprise (155 salariés) suite à l'annonce de 74 licenciements.

UNELEC - Fourchambault (Nièvre) : occupation à la

suite de l'échec de négociations relatives à 66 licenciements.

ARBEL - Douai : 800 ouvriers (sur 1.900) en grève depuis une dizaine de jours ont manifesté dans les rues.

Jeudi 13 mars

ATAL-L-I - Laon : 500 ouvriers sont en grève et occupent les ateliers pour la réintégration de 5 ouvriers licenciés et diverses revendications.

ASCINTER-OTIS - Argenteuil : la grève avec occupation continue depuis le 6 mars pour la garantie du pouvoir d'achat qui serait touché par une réduction d'horaire.

BHV Rivoli: le personnel du service d'approvisionnement et de livraison (50 personnes), auquel se sont joints d'autres services de la vente, du technique et de l'administration, s'est mis en grève pour une augmentation de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

FOG - Myennes (Nièvre): les trois dirigeants de la société ont été retenus par le personnel en grève à la suite de l'échec de négociations concernant notamment le retour aux 40 heures sans restriction de salaire; le paiement des journées chômées et l'annulation des 8 licenciements décidés par la dispetient

PERIER - Cholet : l'occupation de l'entreprise (depuis le 18 février) par les 200 ouvriers licenciés continue

vriers licenciés continue.

DENHEZ-GAQUAIRE (près de Cambrai): les 106 salariés occupent l'entreprise à la suite d'un licenciement collectif annoncé le 22 janvier, en vue d'obtenir des

indemnités de licenciement. RHONE-POULENC - région

RHONE-POULENC - région lyonnaise : journée d'action marquée par une manifestation de plusieurs milliers de personnes, sur le problème de l'emploi dans le textile : Rhône-Poulenc (21.000 salariés) prévoit 4.000 licenciements dont 800 à la seule usine de Vaulx-en-Velin (1.300 personnes).

TRIGANO - Tournon : en grève depuis 10 jours, les 180 salariés ont profité du passage de la course Paris-Nice dans l'Ardèche pour manifester et informer les journalistes de leur situation.

Vendredi 14 mars

FOG - Nevers : les deux directeurs retenus depuis 48 heures par des ouvriers de l'entreprise ont été relâchés. L'usine reste occupée.

GN LUTTE

AS QUTIEN AUX DANIE URS A LAGINGE DE

FIN DE LA GRÈVE

Les travailleurs des chantiers, agence de Paris, de la Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques ont décidé quotidien comme u la reprise du travail mardi 18 mars, après

huit jours de grève, sur les propositions de la direction.

Celles-ci étaient constituées par une grille des salaires qui apportent aux uns 10 F d'augmentation par mois, aux autres 40 centimes, et aux autres encore... rien du tout, sauf pour les chefs. Cela était bien éloigné des 200 F pour tous et de la suppression des différences de salaire pour une même catégorie, avec aligne-

revendiqués par les grévistes.

Par contre, grâce à cette lutte, les travailleurs des chantiers de province ont
obtenu une indemnité de 150 F par mois

ment sur l'outillage de l'usine de Massy,

que la direction ne leur payait pas auparavant. Des aménagements dans l'horaire quotidien comme une pause de quinze minutes et diverses améliorations des conditions de travail ont pu être imposées

Mais ce qui reste le plus positif dans la conscience de tous ceux qui ont participé activement à la grève, c'est la certitude d'avoir enfin brisé leur isolement antérieur.

Condamnés à longueur d'année à travailler seuls, ou par petits groupes de deux ou trois, les travailleurs des chantiers ont appris à se connaître. Le comité de coordination des différents chantiers créé juste avant le mouvement a décidé de se réunir régulièrement et d'assurer le

CREUSOT-LOIRE

NON AU CONTROLE MÉDICAL

Depuis le 10 février, Creusot-Loire a mis en place au Creusot un « contrôle médical des agents en arrêt pour maladie ou accident du travail » en précisant que le paiement des indemnités complémentaires (versées par l'usine) pourrait être remis en cause en cas de refus de contrôle, d'absence aux heures non autorisées ou de désaccord entre le médecin contrôleur et le médecin traitant.

Creusot-Loire part ainsi en guerre contre l'absentéisme, qui, prétend-elle, a trop augmenté depuis l'accord de mensualisation. Pouvoir se soigner correctement et durant le temps nécessaire, voilà en fait ce que la direction veut remettre en cause. Et le résultat ne s'est pas fait attendre : un ouvrier victime d'une éventration à l'usine a dû être opéré. Le contrôleur est passé et a fait pression pour qu'il re-

prenne le travail : le médecin traitant de l'hôpital a dû intervenir pour qu'il puisse continuer à se soigner ! Autre exemple : un travailleur des aciéries (secteur du Breuil), à la suite d'un choc reçu au cours de son travail, se met en arrêt ; le contrôleur passe le voir le samedi, et lui demande de reprendre le travail le lundi : le lendemain dimanche, notre camarade est hospitalisé et opéré d'un èpanchement sanguin... avec deux mois d'arrêt minimum!

Comme on le voit; même si officiellement ils ne peuvent que « conseiller » la reprise du travail, les contrôleurs n'y vont pas de main morte; avertie de tous ces abus et du zèle de ses médecins-maison, la direction n'en maintient pas moins ce contrôle policier, afin d'intimider individuellement chaque travailleur.

Extraits de bulletins d'entreprises

COGECO (Tours) : Chômage technique ...et cadences

Dans le hall B, sur les Riveteuses-Soudeuses-Agrafeuses, nous avons vu les cadences augmenter de 1.000 pièces par heure à la suite d'un nouveau réglage.

Cela signifie évidemment qu'il va falloir courir encore un peu plus pour suivre le rythme des machines.

Mais le comble, c'est que l'usine tourne trois semaines sur quatre en ce moment. Pas gênés, les patrons!

(Extrait du bulletin Cogeco - Tours)

DASSAULT (Boulogne) : Ce n'est pas au poêle

Au magasin d'outillage appelé « le restaurant bleu »,—il fait froid. En effet, s'il a été prévu un poêle, celui-ci ne chauffe que luimême, ou du moins guère plus loin.

Se chauffer au poêle dans une usine qui fabrique des Mirage et autres engins munis de dispositifs électroniques ultra-perfectionnés, il faut le faire!

Un renseignement : le dispositif de chauffage prévu pour les fameux Super-Mirage, est-ce aussi le poêle à mazout?

DANS LES ENTREPRISES

Accident du travail

Le 14 mars, un ouvrier et un contremaître ont été grièvement blessés aux usines Poron, une teinturerie de Troyes, en ouvrant un autoclave

La vapeur a fusé car le système de centrifugation tournait encore et le travailleur le plus près a été grièvement brûlé.

Il n'y avait, bien sûr, pas de système de sécurité rendant impossible l'ouverture d'un autoclave dont la centrifugation est en mar-

Mais installer un tel système est bien la dernière préoccupation de Poron.

Danger de mort

Dans la nuit du 24 février, à Rhône-Poulenc à Grand-Quevilly (76), une panne générale d'électricité eut lieu dans un atelier d'engrais solides. De l'ammoniac et des vapeurs nitreuses se sont alors répandus : le système d'aération ne fonctionnait plus, et rien n'était prévu pour cette éventualité.

Armés de piles électriques, les ouvriers cherchaient à terre ceux qui auraient pu être évanouis. Les mouchoirs dans la bouche étaient la seule protection : les cartouches des masques à gaz étant introuvables.

Il n'y eut pas de victimes grâce à la rapidité d'esprit des ouvriers habitués à ce genre de pannes. Mais les accidents sont monnaie courante dans cette usine où il y eut trois morts en une semaine en décembre.

SNECMA-Gennevilliers:



Les syndicats passent outre la censure de la direction

A la Snecma-Gennevilliers, depuis une quinzaine de jours, non seulement les panneaux d'atelier mais aussi les portes vitrées du restaurant sont recouverts d'affiches. C'est la réponse des syndicats à la direction qui jusque-là refusait systématiquement l'affichage, s'il n'était pas contrôlé par elle, le limitant en outre à quatre panneaux pour toute l'usine.

Les travailleurs ont apprécié. Cela s'est vu aux rassemblements et aux discussions qui ont eu lieu devant les panneaux.

MEGISSERIES - Saint-Junien : les 250 travailleurs des huit mégisseries en grève vendredi pour une augmentation de 6 % des salaires, ont repris le travail lundi 17, une hausse de 5,61 % des salaires ayant été accordée.

SOGERMA (filiale SNIAS) - Mérignac (Gironde): 90 % des 1.200 travailleurs se sont mis en grève vendredi matin pour appuyer des négociations salariales.

ANTAR - Valenciennes : grève des 200 travailleurs de la raffinerie contre « la démission forcée » d'un ouvrier et pour demander sa réintégration.

INSEE - Rouen : 120 personnes sur 200 en grève contre le licenciement de deux employées embauchées le 13 février dernier, ainsi que 14 autres, en vue de l'exploitation du recense-

ment.

LUTERNA - Le Havre : le personnel (700 personnes) a cessé le trávail vendredi

pour une durée indéterminée, suite à l'échec de négociations salariales.

MINES DE POTASSE D'ALSACE : grève ce vendredi de 2.000 ouvriers contre l'insuffisance des propositions salariales faites par la direction. Ont décidé en outre de refuser d'effectuer des heures supplémentaires.

CHANTIER DE LA CENTRALE DE FESSENHEIM - Haut-Rhin : la quasi-totalité des 150 ouvriers a cessé le travail pour une amélioration des salaires et des conditions de travail, une augmentation de leurs indemnités de déplacement et contre les mutations arbitraires qui leur

sont imposées.

Samedi 15 mars

ETABLISSEMENTS BRAUN ET CIE - Mulhouse : succès de l'opération « portes ouvertes » organisée par les 350 travailleurs de cette socié:é mise en règlement ju-

diciaire.

GARNIER - Redon (Ille-et-Vilaine): 2 à 3.000 personnes ont manifesté pour la défense de l'emploi (150 licenciements prévus sur 630 personnes employées).

Lundi 17 mars

SOGERMA (filiale SNIAS) Bordeaux : les ouvriers qui
observent des arrêts de travail depuis quelques jours
pour des revendications salariales, ont occupé pendant
une demi-heure cet après-midi l'aérogare de BordeauxMérignac.

LANG - Paris : les travailleurs du secteur offset ont voté la grève avec occupation des locaux pour s'opposer aux licenciements.

CYCLONE: manifestations à Fougères (Ille-et-Vilaine) des ouvriers qui craignent pour leur emploi.

TEPPAZ - Craponne (Rhône): pour protester contre leur licenciement et la liquidation de leur entreprise, les 230 ouvriers ont décidé d'occuper l'usine.

BRISSONNEAU ET LOTZ -Nantes: manifestation de 900 des 1.100 salariés des usines pour protester contre le licenciement pour inaptitude d'un travailleur handicapé et demander sa réintégration.

Mardi 18 mars

GRANDIN - Montreuil : la grève contre la fermeture de

l'usine continue. Depuis six semaines maintenant les travailleurs occupent l'usine.

CREDIT AGRICOLE - Quimper : la grève se poursuit et ce jour, manifestation à Quimper. Le piquet de grève occupe toujours le hall de la caisse régionale de Quimper.

MANIFESTATION POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI-Saint-Nazaire : 3.000 travailleurs, avec en tête les ouvriers de la SOTRIMEC, ont manifesté dans les rues.

BRUNO-ROSTAND - Istres: des ouvriers ont occupé l'agence d'Istres (50 ouvriers et 80 à Fos-sur-Mer)-pour obtenir une augmentation des salaires de 20 %, une prime de déplacement, le paiement d'une heure de route et de meilleures conditions de travail et d'hygiène.

collégiens et lycéens dans la rue NON A LA REPORTE

Le mouvement des collégiens et des lycéens contre la réforme Haby se sera donc poursuivi jusqu'aux vacances de Pâques.

A Paris, les manifestations des lycées et des CET le mardi 18, des seuls CET le mercredi 19, ont été des succès. En province, elles ont généralement été encore plus imposantes et surtout plus nombreuses que celles de la semaine précédente.

Des dizaines et des dizaines d'établissements, surtout des CET, sont toujours en grève. Et le nombre des établissements fermés par décision de l'administration — une dizaine de CET dans la région parisienne, plusieurs dizaines de CET et de lycées en province — a crû chaque jour.

Haby peut parler de consultation des élèves à propos de ses projets. Lycéens et collégiens peuvent constater que, pendant que le ministre bavarde sur la concertation, ici la police est appelée contre les élèves grévistes, là des sanctions sont prises, ailleurs on ferme les établissements, dans le but justement d'empêcher les élèves de se réunir et de discuter. Haby veut la concertation mais... sans discussion.

Lycéens et collégiens du Technique savent sans aucun doute qu'il ne suffira certainement pas de quelques manifestations, ni même de quelques jours ou quelques semaines de grève pour changer la situation de l'école dans ce pays.

Mais en tout cas Haby, quoi qu'il dise, ne peut plus aujourd'hui se faire d'illusions. Ses projets de réforme, loin de jeter de la poudre aux yeux des jeunes des lycées et collèges, sont pris pour ce qu'ils sont : une manière d'officialiser la sélection sociale qui existe déjà, et peut-être même de la renforcer.

A ses offres de concertation, les lycéens et collégiens ont déjà répondu. Ils ont dit « non à Haby et à sa réforme ».

UNE "PERMANENTE"... ABSENCE

Samedi après-midi 15 mars, la coordination des CET de la région parisienne — regroupant des délégués d'environ 70 établissements — décidait d'organiser une manifestation du Technique mercredi 19 mars à 14 heures à la Nation. Dans la soirée même un communiqué signé d'une certaine « coordination permanente des CET » appelait à une manifestation au même lieu le même jour, une demi-heure plus tard.

Dès le lundi, des jeunes de CET répercutaient partout les consignes de leur coordination. Mis à part quelques CET, qu'on pourrait compter sur les doigts de la main, nulle part la « coordination permanente » ne se manifesta. Elle trouva pourtant le temps et les forces d'écrire à la police pour demander le même itinéraire de manifestation que celui que négociait déjà la coordination.

Mais si elle demeurait inconnue sur le terrain, c'est-à-dire dans les CET, la « coordination permanente » se manifestait sans doute assez auprès de la presse et de la radio pour que cellesci, unanimes, expliquent que la manifestation de mercredi aurait lieu à l'appel « des différentes coordinations du Technique ». Bien mieux l'Humanité

ne connaissait, elle, que l'appel de la « coordination permanente ».

Les banderoles de la coordination des CET furent suivies de quelque 3.000 collégiens dans le cortège du 19 mars comme elles l'avaient déjà été la veille. Celles de la « coordination permanente » n'apparurent ni le 18 ni le 19. Cela ne l'empêcha pas de prétendre avoir organisé la manifestation de la Nation.

Cela n'empêche pas non plus l'Humanité du jeudi 20 mars d'écrire sans vergogne que les 3.000 collégiens ont manifesté à l'appel de la « coordination permanente des CET ».

La presse est la seule à la suivre. Mais elle le fait de confiance, puisque cette « coordination permanente des CET » est une émanation du Parti Communiste, qui a pignon sur rue, qui est un grand parti responsable et dont les dirigeants poussent même le souci de la respectabilité jusqu'à se payer des maladies de managers.

des maladies de managers...
Mais voilà, la respectabilité, ce n'est
pas dans les colonnes des journaux
qu'elle se gagne, mais dans les cœurs
de ceux qui sont en mouvement. Et les
collégiens en lutte savent qui participe
à leur lutte et lesquels d'entre eux ils

CET Garac (Argentevil)

"Quand les hordes lycéennes s'en prennent à la propriété privée "

Le CET Garac à Argenteuil est un établissement privé subventionné par des firmes automobiles. Dans ces établissements directement aux mains des patrons, la discipline est en général pire que dans les établissements dépendant de l'Education nationale. Cela vient de se vérifier une nouvelle fois.

Au CET Garac, 38 élèves, simplement pour avoir fait grève comme des milliers d'autres élèves du Technique, sont menacés de renvol. Lors d'une manifesiation de ces 38 élèves, auxquels s'étaient joints ceux des autres CET d'Argenteuil, mercredi 19 mars, le directeur a immédiatement appelé la police qui fut d'ailleurs accueil.ie... à coups de boules de neige.

Voici la lettre adressée par le directeur aux parents des 38 grévistes. On appréciera le style. Et on comprendra encore mieux pourquoi les élèves des CET peuvent avoir « ras-'e-bol » de certains directeurs.

« Nous avons le regret de vous informer que votre fils est tenu à l'écart de l'établissement tant que le Conseil de discipline n'aura pas statué sur son cas.

cipline n'aura pas statué sur son cas.
Vendredi 14, il a en effet quitté l'école
à 11 heures pour suivre les hordes lycéennes qui déjà la veille nous avaient
envahis, malgré nos exhortations et celles
de monsieur le surveillant général.

Il a fait ainsi cause commune avec ceux dont le slogan préféré dans la formation est « à bas l'école des patrons » et qui, après avoir violé la propriété privée en brisant une clôture, se sont attaqués lâchement au signataire de la présente et l'ont blessé. Ceci fait l'objet d'une plainte auprès de monsieur le procureur de la République et il ne faudra donc pas vous étonner si votre fils est mêlé à l'instruction que ce magistrat pourra déclencher.

Nous vous précisons, afin que vous compreniez bien le caractère délictueux de la participation de votre fils à cette action, que seuls 38 élèves sur 235 présents le matin y ont participé. »



A Paris, deux importantes manifestations ont marqué la semaine du 17 au 24 mars. Mardi 18, de Denfert-Rochereau à Montparnasse, défilaient 30.000 lycéens et collégiens. Mercredi 19, de la Nation à la place des Fêtes, 3.000 élèves des CET (notre photo) manifestaient seuls à l'occasion de la Journée du Technique.

Grèves et manifestations dans toute la France

SAINT-ETIENNE

Le mardi 18, répondant à l'appel de la coordination des CET, 400 à 500 collégiens des CET de Saint-Etienne, Mimard, Bardot, Benoît-Charvet, ont manifesté. A la fin de la manifestation, de nombreux collégiens sont montés au CET du Mont pour essayer de le mettre en grève.

Le mercredi 19 mars, une manifesta-

Le mercredi 19 mars, une manifestation des collégiens et des lycéens réunit 3.000 personnes. Les CET s'étaient rassemblés à part et ont rejoint le cortège en manifestant.

Le jeudi 13 mars, les élèves du Lycée-CET de la ZUP décident la grève et se rendent en manifestant au centre-ville où ils rejoignent une centaine de filles du CET Barberousse. La manifestation réunit 700 personnes. Le lundi 17, nouvelle manifestation, qui rassemble plus de 1.000 élèves.

ARRAS :

Le 13, une manifestation rassemble 2.500 élèves des lycées et des collèges, avec en tête les collégiens du Technique derrière la banderole de leur coordination. Les jours suivants, le mouvement retombe dans les lycées, mais les CET continuent.

Lundi 17, les collégiens organisent une nouvelle manifestation qui rassemble 500 personnes, malgré la neige et la grêle, et se rendent devant le journal La Voix du Nord pour y déposer un communiqué.

Dès le 11 mars, la Cité technique s'est mise en grève : 2.000 élèves sur 2.300. Les grévistes se rendent dans les lycées de la ville pour les entraîner dans la grève. Les CET s'y mettent et participent le jeudi 13 à une manifestation avec les lycéens, qui regroupe 4.500 manifestants. Le lendemain, à l'initiative des militants de Ceux du Technique, les CET de Sallaumine, de la Fosse 12 et d'Avion se mettent en grève et manifestent en ville. CHARTRES :

Mardi 18 mars, à l'appel des lycéens, plus de 1.000 élèves ont manifesté.

Des jeunes du CET Jules-Ferry, en bleu de travail, du CET Rechèvres et du CEC de Lucé sont venus nombreux apporter leur solidarité.

Mais, à l'initiative de Ceux du Technique, les gars et les filles des CET se sont massés ensemble à la fin de la manifestation et ils étaient 500 à crier : « Les CET sont là »

TOULOUSE :

Le mardi 18 mars, tous les CET étaient en grève. A l'appel du collectif des CET et de la coordination permanente des CET, une manifestation a eu lieu, ne rassemblant que les collégiens. Il y avait 1.000 apprentis.

ANNONAY:

Le 13 mars les élèves du CET Boissyd'Anglas, réunis en assemblée générale, se mettent en grève et se rendent dans les autres CET de la ville. Les lycéens, après quelques hésitations, ne se mettent pas en grève. L'après-midi, une centaine de jeunes de Boissy-d'Anglas défilent dans la ville et retrouvent 70 filles du CET des Platanes. Ensemble, les manifestants se dirigent vers le CET de filles, puis vers le CET Marc-Seguin où les collégiens se mettent en grève sur-le-champ.

Mercredi 19 mars, malgré la neige, près de 2.000 collégiens du Technique ont défilé dans les rues de la ville à l'appel de la coordination des CET. L'an dernier, la première manifestation du Technique ne rassemblait que 400 personnes.

GRENOBLE:

Le jeudi 13, à la manifestation, il y a 2.300 lycéens, 500 collégiens du Technique et 1.200 étudiants. Les collégiens défilent à la fin du cortège, derrière la banderole « coordination Technique-CET-LT ».

Les élèves du CET de Saint-Martin d'Hères obtiennent satisfaction sur une partie de leurs revendications. Le lundi, ils reprennent les cours. Mais le mardi 18, le comité de grève du CET d'Echirolles appelle les élèves des CET à une manifestation qui rassemble 80 élèves. Ils se rendent au rectorat déposer une motion. BORDEAUX :

Le 18 mars, le collectif des CET appelle à une manifestation avec les lycéens. 1.000 collégiens défilent à la tête du cortège qui rassemble 3.000 manifestants.

Trois CET de l'agglomération bordelaise étaient fermés par le rectorat le lundi 17 mars. LIBOURN

Mardi 18 mars, les élèves du CET se mettent en grève et défilent dans la ville

LYCEE BALZAC (Paris): Les fascistes attaquent, la police embarque... les lycéens

Une cinquantaine de fascistes du GUD (Groupe Union Défense) ont tenté d'attaquer le lycée Honoré-de-Balzac.

Aux cris de « Pour une juste sélection » et « Oui à la réforme Haby », armés de barres et de rasoirs, le lundi à 17 heures, ces nervis fascises s'en sont pris à une vingtaine de lycéens de Balzac et blessèrent grièvement deux lycéens qui ont dû être hospitalisés.

Une fois encore, on a pu constater de quel côté était la police. Loin d'intervenir contre les nervis fascistes, les policiers s'en sont pris à quatre lycéens qu'ils ont embarqués et gardés à vue pendant plusieurs heures.

« CEUX DU TECHNIQUE » N° 15 EST PARU Journal des CET édité par Lutte Ouvrière.

LE POINT SUR LES LUTTES DES C.E.T.

livres

Les linges de la nuit Madeleine Riffaud

AVIEZ-VOUS que l'Assistance Publique refuse de titulariser comme aide-soignante ou infirmière celles qui n'atteignent pas un mètre cinquante à la toise?

Des malades paralysés pourrissent littéralement d'escarres dans les hôpitaux. Il faudrait retourner ces alités toutes les deux heures. « Un rêve », dit un agent hospitalier, car il n'y a pas assez de personnel. Et cette pénurie entraîne parfois les pires absurdités : faute de pouvoir administrer à certains malades un verre d'eau toutes les heures, on est obligé de les réhydrater par perfusions intraveineuses. Et quand il n'y a pas d'infirmière ni même d'aide-soignante disponible, c'est l'agent hospitalier qui pose les perfusions!

Ce ne sont que quelques exemples pris au hasard du reportage de Madeleine Riffaud. Journaliste à l'Humanité, connue pour ses correspondances de guerre au Vietnam, elle s'est embauchée incognito pendant le mois d'août 1973 dans un hôpital parisien dont elle ne donne pas le nom parce que, ditelle, il n'est ni pire ni meilleur que la moyenne. Cette grande misère des hôpitaux, elle a choisi de la voir, avec les yeux de ceux qui la côtoient et la subissent aussi le plus : les OS en blouse blanche, les agents hospitaliers. Les plus humbles, ceux qui sont voués aux tâches les plus ingrates, mais aussi ceux qui sont les plus proches des malades et souvent ceux qui les comprennent le mieux. Les médecins, « sauf exception rarissime, ne saluent jamais l'agent hospitalier, mais regardent à travers », constate-t-elle. Ces médecins souvent ne s'apercoivent sans doute pas du désarroi d'un malade devant qui ils prononcent un verdict dans un langage savant et inconnu que « nul de traduit » et « qui décup!e l'angoisse et la douleur ». C'est l'aide-soignante, l'agent hospitalier, l'infirmière, si elle en a le loisir, qui se chargent de comprendre, de rassurer.

Ce témoignage sur la misère morale et matérielle qui règne dans les hôpitaux est saisissant. Mais ce qui est le plus saisissant, c'est à quel point le dévouement spontané et inépuisable du personnel, souvent le plus mal payé, le moins considéré, le plus exploité, permet de rendre supportable ce qui ne l'est

Et c'est sur ce dévouement, bien sûr, que spéculent les pouvoirs publics qui ont fait des économies les plus mesquines et les plus

damment sur ce dossier ras-

criminelles une véritable in titution. Ce dévouement sans lequel « on n'oserait plus se regarder dans la glace », dit un employé.

Car, y compris dans les services de pointe, y compris dans ces prestigieux « SA-MU », (ces transports d'urgence disposant d'ambulances et d'hélicoptères, qui servent d'image de marque aux pouvoirs publics), règnent la pénurie, le système D, la concussion en haut lieu, à côté des plus belles réalisations techniques.

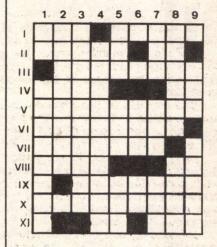
Après quelques autres, cet excellent ouvrage contribue à rendre public le scandale des hôpitaux dont tout le monde se doute plus ou moins, mais où la réalité dépasse toujours l'imagination. Ce témoignage aurait peutêtre encore gagné à ce que Madeleine Riffaud « journaliste » s'efface complètement Marthe Riffaud derrière « agent hospitalier », en renonçant à quelques commentaires un peu complaisants sur son propre passé. Mais cette légère réserve faite, il reste un témoignage accablant sur la grande misère des hôpitaux... et des hospitaliers.

Les linges de la nuit, de Madeleine Riffaud - Ed. Julliard - 29 F.

re (les USA, par exemple) de se livrer de son côté aux pi-res horreurs! En la matière, le monde capitaliste - celui que l'auteur appelle le « monde libre » — n'a pas de leçons à donner aux dirigeants soviétiques. André Martin est catholique et ne s'en cache pas. Il termine d'ailleurs son livre sur des appels de Gabriel Marcel, catho'ique fervent, au minis-tre soviétique de la Santé ainsi que sur des suppliques au pape. Mais il ne cède jamais à l'anticommunisme sommaire qui accompagne si souvent la dénonciation surtout venant de milieux religieux — de l'arbitraire et des exactions de la bureaucratie au pouvoir en URSS. C'est ce qui contribue à donner à son livre la portée d'un témoignage accusateur contre le stalinisme toujours présent en URSS.

Boukovsky le contestataire, d'André Martin - Ed. Alba-tros - 200 p. - 24 F.

mots croisés



HORIZONTALEMENT. - 1. Perroquet - Toujours à l'arrière. - II. Lettre grecque- Consonne double. - III. De l'air en bars. — IV. VIIIe normande Drame japonais. — V. Vit beaucoup
dans le passé. — VI. Hamlet s'y posait des questions. — VII. Couard. —
VIII. Extraites de tumeurs - Paresseux. - IX. Regardâtes à nouveau. - X. Fatigue. - XI. Des initiales qui évoquent, selon l'époque, la sécurité ou l'insécurité. - Largeur - Préposition.

VERTICALEMENT. — 1. Champion C'est tout bête. - 2. Bombance - Le premier. — 3. Toujours difficiles à définir. — 4. Langues vertes. — 5. C'est le premier qui coûte - Possèdent - Méprisable. - 6. Une sorte de vieux métro avec lequel on fait du neuf - Clôture la messe. — 7. Canton suisse - Trois voyelles - Personnel. — 8. Recommander - Poète. - 9. Refus - En-

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



Boukovsky, le contestataire

André Martin

LADIMIR BOUKOVSKY avait 22 ans quand il fut arrêté une première fois, à Moscou, pour avoir participé à des réunions d'étudiants sous le monument du poète Maïa-kovsky. C'était en 1963. Il fut de nouveau arrêté en 1965 (pour être intervenu en faveur de Siniavski et Daniel), puis en 1967, puis en 1971. A cette époque, il rassembla un dossier concernant la situation des opposants de toutes tendances en URSS et en particulier leur internement dans des asiles d'alié-

nés. Ce dossier, destiné au Congrès mondial des psychiatres réuni en 1971 à Mexico, fut publié la même année en France (Editions du Seuil) et en vente encore aujourd'hui sous le titre Une nouvelle maladie mentale en URSS: l'opposition. Il révélait les traitements de choc subis par les opposants et plus largement par tous les « non-conformistes », enfermés non plus dans des camps mais dans des hôpitaux psychiatriques.

Aujourd'hui, le livre d'André Martin s'appuie abon-

semblé par Boukovsky. Il présente son ouvrage comme un témoignage destiné à rappeler que Boukovsky ainsi que bien d'autres sont toujours enfermés pour « délit d'opinion » et risquent leur vie. Pour cela, il entend rapporter « des faits, dûment vérifiés ». Et en effet, le nombre de documents présentés, de cilations et de références donne son intérêt et sa crédibilité au livre. Sur la diffusion des textes circulant sous le manteau comme sur les traitements infligés aux opposants ou sur la répression à coups de fusil d'une manifestation contre la hausse des prix alimentaires en 1962 dans la région de Rostov, les informations sont nombreuses.

A plusieurs reprises, André Martin s'indigne du peu de cas que fait l'URSS de sa signature au bas de la Charte des Droits de l'Homme. Comme si cela avait jamais empêché un seul pays signatal-

« Je sais », le maire se met à rire, « mais votre Gouvernement, je l'emmerde. »

Il dit et s'en va, claquant la porte. Un peu de chaux ruisselle des murs, avec un bru

Schnabel en reste cloué dans le couloir. Il a tout à coup froid. En plein mois de juillet.

Comme un oiseau de proie. Anhegger est assis à sa lucarne, sous le toit. Il a vu l'ennemi traverser le village. Il est allé chez le maire. Anhegger rit. Personne ne viendra. Pas un seul de tous les hommes du village. Pas un catholique, pas un protestant. Dans cette occasion ils ont tous un seul cœur, une seule âme. Et ici, dans cette maison, pas un étranger n'entrera. Les Anhegger l'habitent depuis deux cents ans, avant même d'émigrer du Tyrol à cause de leur foi. Et c'est à lui qu'on toucherait? Simplement parce que depuis un an et demi il ne paye plus ses intérêts? Il prend la carabine. Amoureusement, il regarde à travers le canon rayé. « Non », sourit-il, « nous n'avions pas compté comme ça l'un avec l'autre, Seigneur Dieu!» Il est très calme, Anhegger. Il sait ce qu'il fait. Le premier qui touche à la ferme reçoit la balle. Et serait-ce l'Empereur de Chine.

Le paysan regarde dans le midi chauffé à blanc. Il sourit. Comme la femme a été bonne pour lui, cette nuit encore! Elle savait ce qui était en jeu. Elle était couchée contre lui, toute douce, et le caressait, son homme dur et coriace.

La demie de onze heures sonne; maintenant, il va venir, Monsieur l'Etat; il n'a qu'à essayer de lui prendre la ferme. Anhegger épie la route d'un œil aigu. En effet, le voilà qui s'amène. Il porte un veston de lustrine,

l'Etat, un canotier dur sur son crâne suant et il pousse devant lui un petit ventre rondelet.

Anhegger se met à rire. Il boit du kirsch, à même le n va s'amuser pense-t-i

Schnabel avance tout droit vers la maison. Il doit constater l'état de fait. Ensuite il téléphonera à Siebenwasser, à l'autorité supérieure. Il ne se sent pas du tout à l'aise dans cette affaire. Mais le Devoir lui interdit tout sentiment privé. Voici la mission, voilà mon Schnabel, il a ceci et cela à faire. Et c'est tout. Il est maintenant devant le portail. Barricadé, bien entendu. Pas de sonnette? Non. Tout d'abord, pense Schnabel, je dois réglementairement demander l'entrée. Il frappe donc. Il frappe avec son poing. Cela ne fait pas beaucoup de bruit, mais les habitants devraient normalement l'entendre. Ou bien ils sont absents ou bien ils font exprès de ne pas entendre. Dans les deux cas, l'état de fait se trouve posé : opposition à magistrat dans l'exercice de ses fonctions. Schnabel sort ses dossiers et note. La serviette serrée entre les jambes, l'huissier est là, devant la maison fermée, dans la lumière brutale de midi.

Kilian Kern a relié Schnabel avec Siebenwasser. Qu'est-ce qu'il raconte celui-là ? Police... Atteinte à l'autorité supérieure... Des bêtises. N'ont qu'à laisser sa ferme au Anhegger. Elles ont assez d'argent, les banques. On dit qu'elles font construire de vrais plaisirs ; la maison d'Anhegger y entrerait dix fois. L'huissier n'a d'ailleurs pas l'air mal du tout. Pas du tout méchant et raide, comme j'ai toujours imaginé. Tout à coup, il re-

(suite page 18)

FEUILLETON ERNST GLAESER

copyright: éditions bernard grasset

resume

On est en Allemagne du Sud, dans la petite ville de Siebenwasser. Le parti nazi regroupe tous les aigris et les ambitieux. Jean-Gaspard Bäuerle, fortune faite aux USA, est rentré dans sa patrie, qu'il estime devenue une démocratie ; il a acheté le domaine de Roche-Blanche; sa fille, Irène, et le jeune Hans Diefenbach, stagiaire au domaine et encore attaché aux SA, vivent le grand amour. Après les faillites et les suicides de 1929,

l'été 1930 apporte lui aussi son lot de misères. Les paysans sont ruinés, tel Anhegger dont les biens doivent être vendus cet aprèsmidi et qui s'est barricadé dans sa ferme; le maire refuse d'aider l'huissier Schnabel.

(cinéma AU NOM DE LA RACE

La venue du nazisme au pouvoir en Allemagne et la Deuxième Guerre impérialiste mondiale entre 1939 et 1945 ont donné l'occasion à la folie raciste des nazis de se manifester pleinement. L'aspect le plus connu de cette folie est celui de l'assassinat de millions de personnes (Juifs, Polonais, Russes, etc.), exterminées dans les camps de concentration parce qu'ils appartenaient, aux yeux des nazis, à des races dites « inférieures ».

Mais cette politique raciste a revêtu un autre aspect, visant à permettre l'amélio-ration et la multiplication de la prétendue race « aryenne », « nordique », consacrée race supérieure par l'idéologie hitlérienne.

C'est ce deuxième aspect, beaucoup moins connu, qui est décrit dans le livre et le film de Marc Hillel et de Clarissa Henry, tous deux intitulés Au nom de la

Il s'agit d'un véritable dossier, fait de documents irréfutables de l'époque, de récits et d'interviews recueillies, encore de nos jours, auprès des participants, des témoins ou des victimes de cette cynique et criminelle entreprise raciste. Bien que le livre et le film soient tous deux tirés des mêmes documents et suivent rigoureusement le même plan, l'image et le son du film donnent bien sûr à ces témoignages une force et une intensité encore plus bouleversantes.

On y découvre en effet que, par le biais de multiples organisations dont la principale était celle des « foyers Lebensborn » (littéralement « Fontaines de vie »), l'Etat nazi a mené d'abord une politique nataliste et raciale. Ces foyers permet-taient à des femmes allemandes, mariées ou non, mais «racialement valables», suivant les critères nazis, de donner des enfants au Führer grâce à la bonne volonté intéressée de SS, eux aussi sélectionnés d'après des critères raciaux. Cette politique fut étendue aux territoires conquis, surtout le Danemark et la Norvège, où les soldats occupants étaient invités à produire le plus d'enfants possible avec des femmes de type nordique. Les femmes ac-



couchaient dans les foyers Lebensborn et pouvaient y abandonner leurs enfants qui étaient pris en charge par les nazis ou confiés à des familles allemandes.

L'autre volet de cette politique d'amé-lioration et de multiplication de la race aryenne a consisté, surtout dans les pays de l'Est et particulièrement en Pologne, à récupérer les enfants de « sang nordique ». Des organisations nazies spécialisées opéraient des rafles d'enfants, kidnappaient les enfants repérés comme « racialement valables », ou encore récupéraient les enfants des populations déplacées, déportées ou victimes de repré-

Tous ces enfants étaient triés. Ceux jugés par les nazis de bonne valeur ra-ciale d'après la couleur des yeux, des cheveux, la forme du crâne et d'autres critères de ce genre étaient envoyés en Allemagne pour être « germanisés ». Les autres, l'énorme majorité, les indésirables, prenaient le chemin des camps de la

Le livre et le film s'interrogent enfin sur le sort fait après la guerre à ces milliers d'enfants. Combien ont pu retrouver leurs véritables parents? Combien ignorent tout de leurs origines ? Combien en

ont honte? Combien d'enfants n'ont plus voulu retourner dans leur pays natal parce qu'ils se sont intégrés à leur nouvelle famille allemande, alors même que leurs véritables parents, toujours vivants, ont retrouvé leurs traces et les réclament encore aujourd'hui? Autant de drames humains poignants.

Le dossier ouvert par Au nom de la race se ferme là, mais le sentiment de révolte qu'on éprouve devant ce document doit nous entraîner plus loin. Ce racisme criminel organisé par la terreur à l'échelle d'un continent est certes un produit monstrueux, dément, de la domination de la bourgeoisie, mais c'est une conséquence directe de cette domination et rien ne permet de dire qu'on ne verra plus jamais une telle barbarie. Partout dans le monde, l'impérialisme pourrissant perpétue l'existence du racisme, comme le danger de voir un jour les classes dominantes porter au pouvoir, pour défendre leurs privilèges, des organisations aussi réactionnaires et racistes que les nazis. Il faut savoir jusqu'où peut mener la folie raciste, qui commence par un « sale po-lack », « sale boche », « sale youpin », « sale nègre » ou « sale bicot » Claude CHARVET.

• (Au nom de la race est projeté à Paris, au moins jusqu'au 25 mars, au Studio Jean-Cocteau. Le livre est édité chez

Fayard - 36 F)

A VOIR

LA COUPE A DIX FRANCS, de Ph. Coudroyer, d'après un fait divers véridique. Un jeune ouvrier aux cheveux longs en butte à l'incompréhension des adultes. Il se suicide.

Studio Logos (5°) - 14 Juillet

DUPONT LAJOIE, d'Yves Boisset. Le racisme ordinaire quand il devient meurtrier. Il faut y aller et y amener tous les Dupont, Durand, Duval que vous connaissez.

Gaumont-Richelieu (2°) - Quartier Latin (5°) - Gaumont-Madeleine (8°) - Marignan-Pathé (8°) -Cambronne (15°) - Victor-Hugo (16°) - Caravelle-Pathé (18°) -Gambetta (20°) - Studio A, Parly II - Velizy, centre commercial Velizy - Tricycle, Asnières -Ariel, Rueil-Malmaison - Belle-Epine, Pathé, Thiais.

DREYFUS, de J.-A. Cherasse : l'antisémitisme de l'armée française. Une affaire qui a partagé la France en deux camps. Quintette (5°).

Feuilleton

nifle quelque chose. Il demande s'il y a ici des lapins. « Bien sûr, dit Kilian, j'en ai trois grands clapiers derrière la maison. » Alors l'homme devant lui est tout rayonnant. Oh! dit-il, voudriez-vous peut-être me les montrer? je les aime tant. Chez moi, j'ai deux albinos et deux belges, des solides. »

Ils sortent. Ils vont aux clapiers. Schnabel prend un petit dans son nid grouillant. Il le pose sur son bras. Il caresse prudemment la toison d'un bleu mat, et tandis que la petite bête remue voluptueusement les oreilles et commence à mordiller la montre-bracelet de Schnabel, l'huissier s'écrie : « Mais regardez donc comme il est mignon! ».

Une demi-heure après, trois gendarmes à pied entrent dans le village. Le brigadier-chef Dorband rejoint Schnabel à la poste. Ils décident d'aller à la ferme d'Anhegger, et si personne ne se montre lorsqu'ils auront appelé et cogné, il faudra enfoncer le portail.

Trois hommes en uniforme, accompagnés par un homme qui porte un canotier, passent dans les rues vides du village. Il semble parfois à Schnabel que des yeux luisent soudain dans une fente des volets, mais c'est sûrement l'air qui danse sous la chaleur. Il n'est pas peureux, l'huissier Schnabel, mais aujourd'hui ça ne veut pas lui sortir des genoux, ce malaise.

« Toc, toc! » Dorband cogne contre le portail. « Police, ouvrez !» La ferme se tait. Le village semble mort, vide. Quelques canards seulement flottent sur le ruisseau du

Ls gendarmes se regardent. Tous les trois, comme ils sont là, ils ont été de jeunes paysans avant de partir au service et d'entrer plus tard dans la gendarmerie. Ils connaissent l'entêtement buté des villageois, mais ça, aujourd'hui, c'est plus grave. Un homme en Allemagne qui n'ouvre pas quand la police l'exige est ou un ou un assassin. Les gendarmes se fâchent, les voilà furieux. Ils sont en uniforme et ce gaillard n'ouvre pas!

« Ouvrez! » ordonne Dorband. Ils tâtent d'abord la serrure, mais elle est complètement coincée avec de petits bouts de bois. Devant un appentis il aperçoit une hache. Il la fait chercher. Il tâte le manche, s'il est solide. Il passe le doigt sur le fil de la hache. Et il la brandit. Un coup puissant s'abat contre le portail. Schnabel, effrayé, saute sur le côté. « Comme en pays ennemi », pense-t-il. Dorband serre les lèvres et frappe de nouveau. Lentement, l'aile gauche du portail s'incline. Le brigadier-chef lève la hache pour la troisième fois. Le fil bien affûté scintille dans le soleil. Schnabel tremble des pieds et des mains. Le fer trace dans l'air un éclair rageur. Crac, pan! un coup de hache, un coup de feu. Dorband tombe en avant. La hache s'enfonce dans le bois du portail. Là devant, le brigadier-chef étendu par terre, ne se relève plus.

Les gendarmes ont couru sous l'appentis à toutes jambes. Pan ! pan ! comme de grands coups de fouet derrière eux. Ils tirent aussi, les balles passent tout près de Schnabel qui regarde Dorband, la bouche ouverte comme un idiot. « Couvrez-vous! » entend-il crier. « Plaît-il ? » demande le petit homme bedonnant. Il tient son canotier à la main. Les balles sifflent autour de lui. Tout à coup, l'huissier fait un bond. « Assez ! » crie-t-il et il se bouche les oreilles de ses mains potelées et court vers le ruisseau du moulin. Pan ! pan ! Et un grand plouf... Schnabel est dans l'eau jusqu'au nombril. Il lève très haut sa serviette d'huissier. Les oles s'envolent en criant. « Jésus, Marie, glapit Schnabel, Jésus, Marie...

Les coups de feu cessent. Il voit les gendarmes courir sur la route. Il grimpe sur la rive, trempé. Il court après les gendarmes. « Valets de juifs », entend-on crier dans la maison d'Anhegger. Et le silence revient se poser, le ciel et les prairies sont aimables comme

Anhegger a attendu jusqu'au troisième coup de hache pour tirer. Alors il a pris sa carabine. Il a vu tomber Dorband. Il a visé exactement la tempe gauche. Il a encore tiré vers les fuyards, avec le pistolet, et ils ont disparu derrière le talus. Dommage. Mais il a ri, Anhegger, quand il a vu l'Etat posé comme un canard dans le ruisseau du moulin. Cette misère avec sa serviette et son veston gris clair de lustrine! Il s'est demandé s'il ne devait pas lui envoyer une balle dans le fondement, mais ce gaillard l'a tellement fait rire qu'il pouvait à

Maintenant Anhegger est assis sur son banc derrière la lucarne. Il a sa carabine sur les genoux. Il prend le pot d'étain et boit un kirsch. Il ne pense à rien du tout. Il attend.

Le renfort stoppe vingt minutes après devant la poste. Un officier blême saute de la voiture. 25 hommes se massent dans la cour. Les gendarmes font leur rapport, haletants. Ensuite on cherche Schnabel. Il est en haut,

VÉRITÉS ET **MENSONGES**

Orson Welles

Il s'agit d'un film qui se veut sans doute très, très .intelligent Orson Welles, vêtu d'une cape noire, l'œil énigmatique, s'y filme en gros plan et débite d'une voix profonde, en compagnie de quelques comparses, mille et une variations sur la supercherie en art, l'art de la supercherie, à moins qu'il ne s'agisse de la supercherie de l'Art. Il cite Picasso, selon qui « l'Art est un mensonge qui permet de mieux comprendre la vérité ». C'est très joliment dit. Peut-être Orson Welles espérait-il hausser le canular à la hauteur de l'art? Mais quelle vérité au juste voulait-il nous faire comprendre par ses inoffensifs mensonges? Si lui le sait, nous, nous ne le savons pas plus et nous n'avons pas réussi à démêler si le film était bon ou mauvais. Peutêtre était-ce le but visé par Orson Welles ? Si oui, c'est réussi. Mais cela vaut-il 15 F? Assurément, il vaut mieux toujours l'ignorer.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER

A. Sulawski

Sous prétexte de pleurer sur le sort des anges déchus, ce sombre navet nous sert de la pornographie et du sadisme en veux-tu en voilà.

L'important c'est d'aimer ?... Pour ceux qui aiment ça! Les autres n'auront pas à regretter les quelques répliques sur la difficulté d'exister et la fragilité des « artistes » qu'on nous sert en prime. Une seule fausse note un peu réconfortante : la fantaisie de Jacques Dutronc qui s'est franchement égaré dans cette galère.

télévision BIGEARD A PEINE APOSTROPHE

L'émission Apostrophe de Bernard Pivot rassemblait, le vendredi 14 mars, deux généraux quatre étoiles, Bigeard et Buis, un ex-capitaine, Sergent, chef de l'OAS et à ce titre condamné à mort puis amnistié, un membre du Parti Socialiste, Charles Hernu, spécialiste des questions militaires dans son parti. Bernard Clavel qui se réclame de la non-violence totale et Georges Brassens, qui semblait tout étonné de se trouver là. On pouvait espérer un débat, sinon une empoignade. Le mélange n'a pas été détonant. Les généraux, certes, ont été fidèles à leur image. Le général Buis, esthète et littéraire, a bavardé sur le charme de la guerre, sur la beauté d'un char qui sait s'intégrer au paysage. Bigeard a fait son traditionnel numéro de chef scout, baroudeur, dur dans l'effort, mais juste et bon avec ses hommes. Face à ces professionnels, guerriers et fiers de l'être, l'opposition

fut faible. Hernu se borna à reprocher à Bigeard de faire désormais de la politique, puisqu'il avait accepté de figurer dans le gouvernement de Giscard. Brassens avait l'air de dire : « Je ne dérange personne, pourquoi vient-on troubler ma tranquillité? » Seul Bernard Clavel interpella Bigeard sur son rôle de tortionnaire en Algérie. Ce dernier esquiva la réponse, osant parler du respect qu'il portait à ses adversaires et pontifiant sur la société libérale qui permettait que ce débat pût avoir lieu.

A aucun moment ne fut abordée la question de fond : celle du rôle social de l'armée. Les objections faites aux militaires restèrent toutes sur le plan moral et Bigeard et Buis n'eurent guère de peine à s'y dérober. En fin de compte, en dépit de ce que l'on espérait, l'émission a servi de faire-

sélection de la semaine

Samedi 22 mars

20 h 30 - Court métrage.

Le Horla, de J.-P. Pollet, avec Laurent Terzieff, d'après une nouvelle de Maupassant : un homme aux prises avec la folie naissante.

ANTENNE 2

22 h 35 - Banc public, avec Georges Brassens et Oscar Peterson.

Dimanche 23 mars

13 h 20 - Le petit rapporteur, de Jacques Martin.

14 h 05 - Magazine du cinéma :

Marcel Carné, avec des séquences des films Hôtel du Nord, L'air de Paris, Les assassins de l'ordre.

17 h 30 - Film.

Les héros sont fatigués, d'Yves Ciampi, avec Yves Montand, Jean Servais : un mélo dont les spectateurs sont aussi fatigués que les héros.

20 h 35 - Film.

Quand la ville dort, de John Huston, avec Starling Haiden, Maryln Monroe un bon film de suspense, classique du

Lundi 24 mars

20 h 30 - Film.

Les misérables (1re partie), de J.-P. Le Chanois, avec Jean Gabin, Bernard Blier, Fernand Ledoux : une des nombreuses adaptations du roman de Victor Hugo.

Mardi 25 mars

20 h 30 - La vie sauvage : Le lion.

20 h 35 - Les animaux du monde : Les oiseaux migrateurs.

20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Le Ku Klux Klan.

Le film Storm Warning serait un violent réquisitoire contre le Ku Klux Klan, organisation secrète racisté des Etats-Unis, qui organise des lynchages de Noirs. Il n'a pas encore été diffusé en France.

Débat avec des écrivains, un ancien conseiller du président Johnson et un « grand sorcier impérial » du KKK!

20 h 30 - Film.

Matt Helm, agent très spécial, de Phil Kharlson, avec Dean Martin : parodie assez réussie des films à la James Bond.

Mercredi 26 mars

19 h 20 - Film - Cycle d'Ingrid Berg-

cains. Les amateurs d'Hitchcock pourraient s'abstenir, c'est loin d'être son meilleur film. 21 h 30 - Emission médicale, de Barre-

Les enchaînés, d'A. Hitchcock, avec

Gary Grant et Ingrid Bergman : la fille

d'un espion allemand s'infiltre dans un

réseau d'espionnage allemand pour y ob-

tenir des renseignements sur les Améri-

La naissance du langage : la grande énigme de l'éclosion de l'intelligence chez

Jaudi 27 mars

ANTENNE 2

20 h 35 - Variétés : Le grand échiquier, consacré au violoniste Yehudi Menuhin, avec Manitas de Plata et le joueur de flûte de pan Gheorghe Zamfir.

21 h 20 - Satellite Reportages :

Patrons en chômage, PME en difficulté. Et les ouvriers qu'ils emploient?

- Un ministre : Simone Veil.

- La rébellion des intégristes. Reportage sur ceux qui veulent que la messe continue à être dite en latin. Qui sont les sauvages?

20 h 30 - Western :

Le jardin du diable, de Henry Hataway. avec Gary Cooper, Susan Hayward: l'appât de l'or, des Indiens; ce serait un western psychologique.

Vendredi 28 mars

ANTENNE 2

22 h 55 - Ciné-Club.

En quatrième vitesse, de Robert Aldrich. Un policier pour les couche-tard.

Sur l'horloge du clocher, l'aiguille approche de cinq

heures. Le commandant a fait préparer l'auto blindée,

Contre des assassins on ne peut recourir qu'à la violen-

ce. Il ne faut plus mettre un seul homme en danger. Le

commandant fera tirer des balles incendiaires sur le toit.

l'aiguille avancer sur l'horloge. Ils vont bientôt venir.

Anhegger ne pense plus à sa femme et au Jeannot. Il

est dans un autre monde. Il est seul à sa lucarne, mer-

veilleusement seul, contre les fusi's et les grenades à

main, comme doit être un homme, droit, debout et seul. Ça se met à penser dans son crâne. S'il n'avait pas

donné à sa fille aînée, à celle qui a épousé ce guignol

citadin de professeur, tant de dot et d'argent comptant,

il n'aurait pas eu besoin de cette hypothèque. Mais la

Liesel a toujours été une ambitieuse, une joue-les-ma-

dames. Il lui a donné 15.000 marks. Voilà l'affaire, voilà

ce qui est cause de tout. Et maintenant, il doit encore

donner la ferme, pour ce fumiste de professeur qui en

deux ans a perdu l'argent, en spéculant. Voilà pourquoi

Qu'y a-t-il donc? La rue est vide. L'auto blindée a

Anhegger surveille le jardin d'un regard aigu. Il voit

sur la route. Dans vingt minutes il tera donne

Le fou pourra se laisser griller, s'il veut.

Il court à la lucarne. Dans le jardin il voit le curé. Il dans l'appartement de Kilian Kern, et regarde avec les enfants l'atlas illustré où l'on voit les merveilles du Il est deux heures lorsque Anhegger remarque des le curé, et ensuite...

mouvements dans les jardins environnants. De tous les côtés, une chaîne d'uniformes bleus se resserre autour de la maison. Tant qu'ils voudront. Mais il n'y en aura pas un qui passera le seuil. Anhegger a tout l'escalier sous son fusil. Tout à coup il entend son nom. Il ne voit pas l'homme qui l'appelle. Ça doit être à droite, dans le jardin, derrière le hêtre pourpre.

« Anhegger, crie-t-on, Anhegger, écoute. Ta maison est cernée. On te demande si tu es prêt à te rendre volontairement. Ça pourrait peut-être encore te sauver, Anhegger, on te le fait dire. Réfléchis bien. »

Anhegger se met à rire. Parlementer ? J'ai assez bavardé et ça n'a servi à rien. Et il tire un coup de feu vers le hêtre pourpre. Aussitôt une salve s'abat sur le toit. Les tuiles volent en éclats. Des copeaux tombent. Mais là où est assis le paysan, aucune balle ne peut percer. Il y a un an, il a fait cimenter à cet endroit une grande armoire de maçonnerie pour y conserver la

saucisse et le jambon pendant l'hiver. Maintenant, ils se taisent de nouveau. Ils délibèrent

sans doute. Il les entend partir.

Un peu après, il entend tout à coup un ronronnement. Il se redresse. Il y a là sur la route du village un drôle de bahut. Une auto blindée, pense le sous-officier Anhegger, du 83° régiment d'infanterie. Il n'est pas du tout

impressionné. Intrigué seulement, intéressé. Et de nouveau on appelle son nom : « Joseph... Joa levé les deux bras comme s'il exorcisait la maison. Anhegger appuie sa carabine sur le rebord de la fenêtre C'est certainement une ruse. Ils font toujours ça. D'abord

« Tire, si tu veux », répond la voix dans le jardin. Le paysan lève lentement la tête.

« Joseph, à cinq heures ils veulent donner l'assaut. Tu as encore le temps jusque-là. Pense à ta femme et à tes enfants. Joseph, pense à Dieu!»

Alors le paysan se penche par-dessus le rebord. « Je veux mon droit!» hurle-t-il, «votre droit est injuste. La terre vaut p!us que l'argent. C'est ainsi que pense Dieu. Oui, c'est ce qu'il pense. »

« Tu as tué » dit doucement le curé. « Joseph, tu n'as plus le droit de parler de Dieu. »

«Et vous voulez voler!» crie le paysan, « vous ne pouvez plus parler de droit. » * Pense aux commandements de Dieu. Sois soumis à

l'astorité. Pense à ton âme, Joseph. » Le curé regarde le paysan, tristement.

« Mon âme est dans ma maison », dit le Anhegger, d'une voix tout à coup très calme, « et ils veulent me

chaise. Les larmes coulent sur sa figure, irrésistiblement. Mais sa main tient solidement la carabine.

le bétail hurle sous la pression de ses pis.

Le curé, très pâle, traverse le jardin. Dans les étables

la prendre. » Il referme la fenêtre d'un coup sec. Il retombe sur sa

disparu. Le paysan compte ses cartouches. Soixantequinze. Ça leur coûtera cher, ce bout de terrain, aux beaux messieurs. Il en a déjà eu un, et il visera bien, jusqu'à la dernière balle qu'il s'enverra dans la cervelle, là où est la lumière.

il doit croire à l'argent.

(à suivre)

L'AFFAIRE MOUSSA A MARSEILLE

E tueur, masqué d'une cagoule, a sonné mardi 18 à minuit chez le docteur Bonneville où s'étaient réunis des amis de Laïd Moussa pour lui faire leurs adieux avant son retour en Algérie. Le tueur tira sui lui à bout portant, au milieu de ses amis qu'il avait fait aligner contre le mur.

Laïd Moussa, instituteur dans le Sud-Algérien, était venu en France compléter sa formation. Obligé de travailler, il était soudeur à Fos et se levait à 5 heures du matin. La nuit du 15 au 16 juillet 1973, exaspéré par la forte musique mise par son voisin et ses amis, il leur demanda de cesser ce bruit : ceux-ci le reçurent à coups de poing. Il tua l'un d'entre eux à coups de couteau. Depuis, il était aux Baumettes et, dernièrement, la cour d'assises d'Aix-en-Provence l'a condamné à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis. Il venait donc de sortir de prison et comptait repartir pour l'Algé-

Ses avocats ont reçu une lettre de menaces signée OFL (Organisation de la France Libre) et déclarant : « Mort aux **PROTEGE LES**

avocats et à ceux qui défendent les Arabes! Mort aux Arabes! L'heure de Moussa a sonné, votre tour viendra ensuite. »

Il s'agit donc d'un crime prémédité.

Bien qu'il y ait eu des témoins capables d'identifier le meurtrier, on ne peut pas avoir grande confiance dans les résultats de l'enquête de police : dernièrement, les enquêtes sur les crimes racistes de l'automne 1973 à Marseille s'étaient clôturées par plusieurs non-lieux. Le commissaire chargé de l'enquête

est le commissaire Pelbois, qui avait été lors du procès de Moussa le seul témoin à trouver la moralité de celui-ci douteuse, sans être en mesure d'expliquer en rien pour-

Ce n'est donc manifestement pas la police marseillaise qui pourra faire peur aux criminels racistes.

A l'heure où nous écrivons, aïd Moussa, dans le coma, est à l'hôpital. Il y a très peu de chances de le sauver.

Les pouvoirs publics et en particulier le ministre de l'Intérieur portent l'entière responsabilité de ce qui vient de se passer, étant donné l'impunité dont ont toujours joui les assassins racistes.

Et les visites publicitaires et inutiles du président de la République ne changeront rien à ce fait.

RACISME

Depuis plusieurs semaines, agressions et métaits racistes se multiplient à Gennevilliers. Le 25 février, vers 19 h 15, deux travailleurs algériens et un sénégalais avaient été sérieusement blessés à coups de revolver par un individu qui a tiré sur eux de sang-froid.

C'est à proximité du foyer Pierre-Mayettes, qui abrite plus de 300 travailleurs immigrés dans des baraquements entourés de terrains vagues, déserts la nuit, qu'avait eu lieu cette première agression. Les suivantes ont également eu lieu dans les environs.

Mercredi 5 mars, à 20 h 45, à l'arrêt du bus 138 près de la gare, plusieurs hommes sortent d'une DS et se précipitent sur un immigré qui attend le bus. Le travailleur parvient à s'enfuir. Le lendemain matin à 6 heures, devant la Société Protectrice des Animaux, c'est encore une DS qui passe près d'un travailleur. La DS s'arrête et un individu en sort, armé d'un revolver et proférant des injures racistes.

Enfin, dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 mars, vers 2 heures du matin, c'est dans la cité Pierre-Mayettes ellemême qu'une demi-douzaine d'individus viennent provoquer les travailleurs qui y logent. Frappant aux portes, menant grand tapage, le commando braille des injures racistes et profère des menaces : « On vous emmerdera jusqu'à ce que vous foutiez le camp de la France ».

C'est vraisemblablement une seule et même bande qui agit ou, en tout cas, des gens qui se connaissent. Jusqu'à présent la police n'a mené aucune enquête sérieu-

Carte unique métro-bus :

Mais cela doit être un pas vers la gratuité pour les travailleurs

ES le premier juillet, une carte unique des transports, valable sur les réseaux métro, bus, train et même sur les lignes privées d'autocars, va être mise en circulation pour la région parisienne.

C'est certainement un progrès vers la simplification. Seulement le hic,

c'est le prix.

Si le gouvernement s'en tient aux tarifs évoqués en avant-première par la presse (40 à 100 F par mois, selon les zones, pour autant de voyages que l'on veut), cela ferait une diminution pour certains usagers et aucun avantage, voire pratiquement une augmentation, pour beaucoup d'autres qui n'ont aucune raison ni aucune possibilité de faire plus de deux

voyages par jour.

Mais la moindre des choses, ce serait la gratuité totale. Il n'est pas juste que les travailleurs chassés de Paris par les promoteurs et parqués dans des cités de plus en plus lointaines soient pénalisés. Ceux qui sont les grands bénéficiaires des transporte en commun sont les employeurs qui drainent ainsi jusqu'à main-d'œuvre qui déferle quotidiennement des banlieues.

Puisqu'ils sont économiquement les principaux bénéficiaires des transports en commun de la région parisienne, qu'ils paient intégralement cette carte unique!

Parkings de dissuasion... ou tarifs de dissuasion?

Le tarif de parking à la station du RER de Boissy-Saint-Léger pourrait bientôt être porté de 35 F à 60 F par mois.

Tant pis, évidemment, pour les usagers qui, à cause de l'insuffisance notoire des transports en commun de cette partie du Val-de-Marne, sont obligés de se rendre à la gare en voiture.

Et dire qu'un certain nombre d'entre eux s'étaient sans doute installés là parce qu'on leur avait promis le RER et des parkings à proximité des gares.

Au fait, c'était quand, la grande campagne gouvernementale incitant les banlieusards à laisser leurs véhicules dans les parkings de dissuasion bon marché, pour éviter d'engorger la capitale ?

POLICIERS

Un homme convoqué à la police et abattu froidement par les flics. C'est un accident, disent ces derniers.

Ça ne se passe pas à Paris. Ça ne se passe pas non plus à Marseille, ni dans une quelconque banlieue, mais à Saïgon. Les flics sont ceux du sinistre Thieu. L'homme était un journaliste, Léandri, correspondant de l'AFP, qui n'avait eu comme seul tort que de faire son travail au lieu de chercher à plaire Thieu, c'est-à-dire de dire simplement la vérité au lieu de véhiculer les mensonges officiels. C'est un meurtre. C'est un assassinat. Et cela prouve qu'on est toujours l'Algérien de quelqu'un.

Drame de la misère

Marseille, une femme est morte carbonisée, le soir du 13 mars, dans l'incendie d'un cabanon en bois qu'elle occupait avec son compagnon et un jeune enfant de douze ans. Ceux-ci n'étaient pas là au moment du sinistre.

Les voisins qui habitent dans des immeubles modernes tout proches ont déclaré ne pas la connaître. « Lui travaillait le soir ; ce n'étaient pas des clochards », disent-ils.

Ce couple et ce jeune enfant vivalent dans cette cabane faite de quelques planches et d'un toit de toile, sans eau, sans électricité, dans des conditions d'hygiène déplora-bles, à 20 mètres d'un ensemble résidentiel. Et on continuera à nous dire qu'il n'y a pas de bidonville en France!

Qu'en pensent

Le secrétariat à la Jeunesse et aux Sports vient de publier la conclusion d'une enquête effectuée à la fin de l'année dernière par la SOFRES parmi les jeunes de 16 ans à 24 ans.

On apprend ainsi, entre autres, que, si 69 % des interrogés sont favorables au mariage, ils sont 64 % à l'être au mariage à l'essai. Plus, 38 % seulement sont opposés à l'idée d'une vie commune sans mariage, c'est-à-dire que 62 % ne

Mais les résultats les plus intéressants concernent l'attitude des jeunes face au service militaire. 45 % se prononcent pour la suppression pure et simple du service militaire ; 41 % demandent l'organisation en son sein d'activités civiles. Les partisans du service militaire dans sa forme actuelle sont 12 %. Avec 88 % d'agitateurs en puissance, Bigeard et ses amis vont avoir du pain sur la planche.

C'est sans doute pour cela que le secrétariat à la Jeunesse ne publie les résultats de son enquête qu'après que Bigeard a occupé son poste.